



JAB
1225 Chêne-Bourg

Trimestriel - No 47
Mars / März / Marzo
2015

Tirage/Auflage/Tiratura:
12'000

ligue suisse contre la vivisection schweizer liga gegen vivisektion lega svizzera contro la vivisezione

et pour les droits de l'animal - und für die rechte des tieres - e per i diritti dell'animale

LSCV
Case postale 148, 1226 Thônex / GE
T 022 349 73 37 F 022 349 19 54
www.lscv.ch
Mitgliederbeitrag / Cotisation
Membre Quota socio CHF 15.-
CCP 12-2745-6
IBAN CH38 0900 0000 1200 2745 6
BIC POFICHBEXXX

Toujours plus d'expérimentations animales ?

Non au crédit de 141 millions voté par le Grand Conseil pour la construction d'un nouveau bâtiment pour l'Université de Berne

Lancement d'un référendum contre l'extension des laboratoires de l'Université !

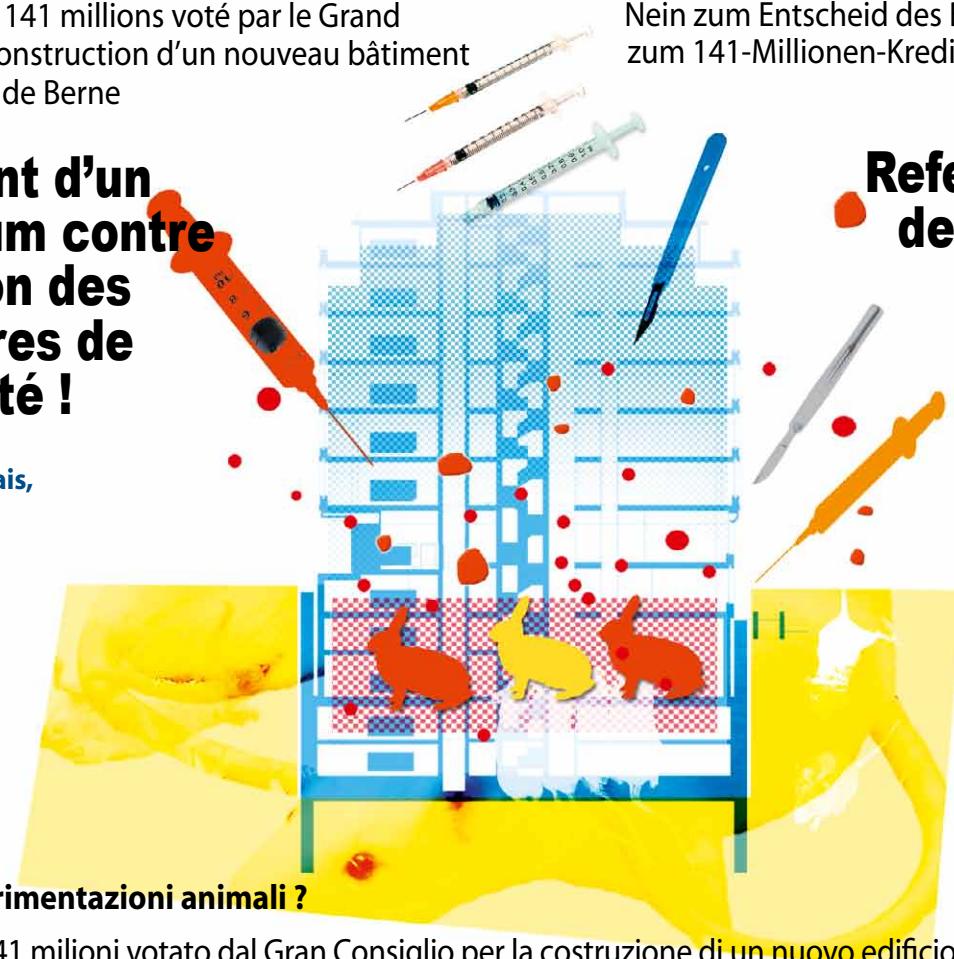
Contenu en Français,
p. 2 - 13

Nein zum Entscheid des Berner Grossen Rates! Nein zum 141-Millionen-Kredit für den Laborneubau der Universität Bern!

Noch mehr Tierversuche?

Referendum gegen den Laborneubau der Universität

Inhalt Deutsch S. 14 - 25



Sempre più sperimentazioni animali ?

No al credito di 141 milioni votato dal Gran Consiglio per la costruzione di un nuovo edificio per l'Università di Berna

Lancio di un referendum contro l'estensione dei laboratori dell'Università !

Contenuto in italiano, p. 26 - 37

Edito

Chers membres et amis de la Ligue,

Nous avons le plaisir de vous convier à notre prochaine Assemblée Générale qui aura lieu le samedi 18 avril 2015 à 14h00. Avec un petit changement cette année : l'AG ne se déroulera pas à proximité du siège de la LSCV à Genève, mais dans la librairie LSCV « Happy Books » au centre-ville de Fribourg, à quelques minutes à pieds de la gare. Puisque la création de cette librairie dédiée à la protection des animaux nous tient particulièrement à cœur, c'est avec grand plaisir que nous vous accueillons en ce lieu ! Le plan de localisation et l'ordre du jour se trouvent en dernière page du journal, ainsi que les comptes en pages 38 et 39.

Après plusieurs dizaines d'années de militantisme dont 25 ans passés à la Présidence de la LSCV, Max Moret a pris la décision de se retirer pour raison de santé. Notre prochaine AG sera aussi l'occasion de nommer un nouveau Président. Conformément à l'art. 9, let. a des statuts de la Ligue, le Président doit avoir siégé au moins une année au Comité pour être éligible.

En page 4 de ce journal, vous trouverez également une liste de signatures concernant le référendum que nous avons lancé à Berne le 11 février passé, contre la construction de nouvelles animaleries pour l'université de Berne.

Nous invitons tous nos membres domiciliés dans le canton de Berne à signer les listes, selon les indications mentionnées. D'autres listes avec un affranchissement déjà payé pour le retour des listes peuvent être demandées au bureau. Et pour nos membres résidant dans les autres cantons, n'hésitez pas à transmettre ces listes à toutes personnes de votre connaissance pouvant les signer.

Nous avons 4 mois pour récolter 10'000 signatures ! Et nous devons y parvenir ! Mille mercis à toutes et tous pour votre soutien.

La LSCV participera également pour la première fois au salon MEDNAT pour les médecines naturelles, au centre Beaulieu de Lausanne du 26 au 29 mars 2015. Avis à nos membres romands : apportez-nous votre aide en participant à la tenue du stand LSCV. Nous devons assurer une permanence durant les 4 jours de la foire. Et sans votre aide, ce sera dur !

Enfin, nous espérons vous retrouver nombreux le 25 avril prochain à Zürich, pour un grand rassemblement organisé par la LSCV et nos collègues de l'AG STG, AGTMU et de l'ATRA.

Dans l'attente de vous retrouver déjà le 18 avril prochain pour la prochaine AG, nous vous adressons à toutes et à tous nos meilleures salutations.

Le Comité

BERNE

Lancement d'un référendum contre l'extension des laboratoires de l'Université !

20 janvier 2015 : le Grand Conseil bernois doit voter le crédit de 141 millions pour la construction d'un nouveau bâtiment pour l'Université à la Murtenstrasse, pour un coût total de 154 millions. Objectif : réunir sur un seul site des laboratoires disséminés en ville de Berne de l'Institut de médecine légale (IML) et du Département de recherche clinique (DKF). Mais en consultant le projet on remarque aussi que trois des niveaux du bâtiment seront dévolus aux laboratoires et nouvelles animaleries du DKF pour ses expérimentations animales. Le DKF étend même ses locaux sur 3000 m² de surfaces supplémentaires !

Les jours précédant le vote, des manifestations sont organisées par la LSCV et les organisations GrünAlternative ,GPB-DA et Tier im Fokus. Des contacts sont pris avec des députés pour les inciter à rejeter la demande de crédit. La pétition lancée le 16 janvier récoltera 3'164 signatures en trois jours et sera déposée au secrétariat du Grand Conseil la veille du vote. Le 20 janvier, le Grand Conseil se prononce sur le crédit lors d'un débat réduit. Des députés n'ont pas eu le droit de prendre la parole et une discussion sur la nécessité d'augmenter les surfaces pour l'expérimentation animale a été refusée. Le crédit est finalement accordé à une large majorité.

Mercredi 11 février : réunies lors d'une conférence de presse, les organisations LSCV, GrünAlternative ,GPB-DA, Tier im Fokus, AG STG et ATRA lancent un référendum contre le crédit de CHF 141 millions voté par le Grand Conseil bernois.

Nous avons besoin de vous !

10'000 signatures doivent être récoltées avant le 1er mai 2015 !

Contact :

Benjamin Frei
079 604 02 90
b.frei@lscv.ch



www.stopptierversuchebern.ch

IMPRESSUM Ligue Suisse Contre la Vivisection

Fondée en 1883, la LSCV est une association conforme à l'art.60 du code civil. Ses buts sont les suivants : Combattre par tous les moyens légaux jusqu'à son abolition totale, la pratique d'expériences médicales, scientifiques, militaires, industrielles ou commerciales sur les animaux vivants (vivisection). Faire reconnaître et encourager financièrement la création et le développement de toute méthode scientifique substitutive et alternative à l'expérimentation animale. Le financement de la LSCV provient uniquement de dons et legs. La LSCV ne reçoit aucune subvention des pouvoirs publics, ce qui lui garantit une totale indépendance. Reconnue d'utilité publique, la LSCV est exonérée d'impôts et les dons d'un montant supérieur à CHF 100.-- qui lui sont adressés sont fiscalement déductibles. Conformément à l'article 19 de ses statuts, la LSCV ne poursuit aucun but lucratif et ses avoirs ne peuvent être employés que pour la réalisation des buts poursuivis.

Publication : Journal édité quatre fois par année. Sauf mention contraire, les articles sont rédigés par la LSCV. **PAO et maquette :** LSCV **Impression :** Atar Roto Presse SA, sur papier recyclé 60 gm² **Comité de rédaction :** LSCV **Adresse :** Chemin des Arcs-en-Ciel 3, Case postale 148, CH - 1226 Thônex / GE **Le bureau est ouvert du lundi au jeudi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00, le vendredi de 9h00 à 12h00.** T 022 349 73 37 F 022 349 19 54 - admin@lscv.ch - www.lscv.ch **Cotisation annuelle des Membres :** Minimum CHF 15-- CCP 12-2745-6 - IBAN CH38 0900 0000 1200 2745 6 - BIC POFICHBEXXX

Pourquoi encore plus d'animaux pour encore plus d'expérimentations ?

Dans le document n° 97215 du 6 janvier 2015, la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie (TTE), explique la nécessité d'augmenter les expérimentations animales « *afin que l'Université et l'Hôpital de l'Île (Hôpital universitaire) puissent faire face à la concurrence nationale et internationale pour l'obtention de fonds* ».

L'augmentation des expériences sur animaux et les souffrances qui leur seront infligées ne visent donc qu'à mieux concurrencer les autres universités ! Quelle est l'éthique de l'Université ? Quelle est l'empathie pour ces milliers d'animaux expérimentés ? Et quel gain pour la santé publique ?

Argumentaire du TTE pour justifier la construction de nouvelles animaleries et laboratoires d'expérimentations animales :

1

« *Pour pouvoir réduire le nombre d'animaux de laboratoire, il est impératif de respecter les conditions d'hygiène stipulées dans les normes de qualité internationales (...) Cela nécessite de disposer de surfaces supplémentaires à proximité à la fois des locaux déjà en place pour la détention d'animaux et des activités de recherche clinique* ».



Comme le TTE l'a écrit à plusieurs reprises, l'Université ne prévoit pas de réduire le nombre d'animaux expérimentés, mais de l'augmenter ! L'argument d'une possible réduction d'animaux ne vise qu'à endormir les critiques. « L'économie » d'animaux suggérée par la création de surfaces supplémentaires est également une tromperie. Les normes de qualité fixent des conditions d'hygiène pour exclure des biais expérimentaux. Il est au contraire connu que plus les animaleries sont grandes et contiennent beaucoup d'animaux et plus les causes d'infections sont nombreuses. Les grandes animaleries des universités de Lausanne, Genève, Bâle et autres sont toutes infectées par de nombreux virus et parasites, interférant avec les résultats des études ou invalidant certaines expériences, lesquelles doivent être refaites à grands frais.

Selon le rapport du contrôle fédéral des finances publié en 2009, le coût annuel moyen d'une animalerie détenant 40'000 animaux se chiffrerait à 10 millions de francs. Au total, les animaleries publiques coûteraient chaque année environ 80 millions, dont 70 millions sont directement à la charge des contribuables.

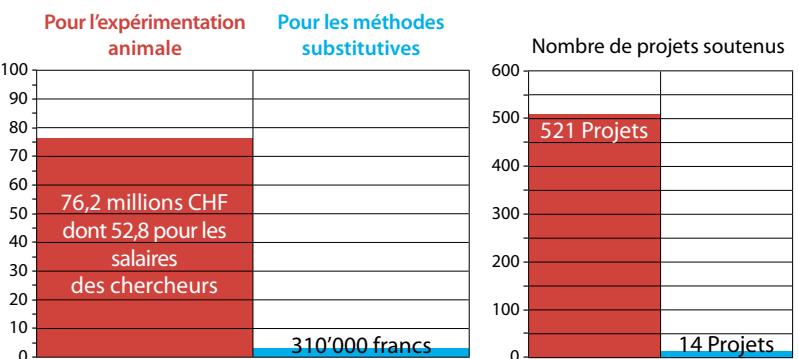


2

« *Le recours aux animaux de laboratoire est sévèrement réglementé et il conviendra d'opter, chaque fois que cela sera possible, pour des solutions alternatives. La croissance de la recherche tend cependant à faire augmenter la demande en animaux de laboratoire* ».

Il est ridicule de prétendre vouloir « *opter, chaque fois que cela sera possible* » pour des solutions alternatives qui n'existent pas, puisque la quasi totalité des fonds publics ne sont attribués qu'à l'expérimentation animale. La raison en est simple : les scientifiques qui décident de l'affection des fonds exécutent eux-mêmes des expérimentations animales et soutiennent prioritairement leurs recherches ! Nos hautes écoles expérimentent chaque année toujours plus d'animaux. Pour la première fois en 2013, nos universités ont utilisé plus d'animaux que les entreprises pharmaceutiques !

Fonds publics alloués par la Confédération



Quel catastrophisme ! « Si nous ne pouvons pas expérimenter plus d'animaux nous perdrons nos subventions » semble annoncer l'université. De qui se moque-t-elle ? Des contribuables qui payent la plupart de ses recherches ? Dépenser des millions et expérimenter des milliers d'animaux supplémentaires uniquement pour concurrencer les autres universités sont-ils ses seuls objectifs ? Il est temps qu'elle s'engage dans le développement de méthodes de recherche modernes et réellement au service de la santé publique. Et ceci contribuera plus encore à sa renommée et compétence dans le domaine de la santé humaine.

Des dizaines de milliers d'animaux sont déjà expérimentés chaque année par l'Université ! Nous ne voulons pas que nos impôts financent encore plus d'expérimentations animales, dont les résultats sont dans la plupart des cas inutilisables pour la santé humaine.

Les fonds publics doivent servir à développer de nouvelles méthodes de recherche novatrices, et non des méthodes obsolètes qui ne provoquent que peur et souffrances aux animaux.



Qui peut signer ?

Uniquement les citoyen(ne)s de nationalité suisse, **domicilié(e)s dans le canton de Berne** et bénéficiant du droit de vote dans ce canton.

Comment signer ?

Seules les listes de signatures manuscrites sont valables.
Pas de retour de listes signées par scan ou fax

Important : signature uniquement par commune politique

Une liste ne doit contenir que des signatures de personnes habitant la même commune. Si deux personnes habitent des communes différentes, il faut deux listes : une par commune.

Chaque signature sera contrôlée par l'autorité cantonale

Les signatures de personnes ne répondant pas aux conditions ci-dessus seront refusées et supprimées.

A chaque initiative ou référendum, il y a environ 20% de signatures invalidées. **Aidez-nous à récolter des signatures valides en remplissant correctement les listes de signatures.**



Signez notre référendum !

Merci pour votre soutien!

REFERENDUM contre l'édifice de luxe à la Murtenstrasse à Berne



Pas d'expérimentation animale à l'Université de Berne - arrêtons la construction à 141 millions

Les électeurs et électrices soussignés du canton de Berne demandent, en accord avec l'article 62 de la Constitution du canton de Berne et avec l'article 123 ff de la Loi cantonale sur les droits politiques du 5 juin 2012, que la décision du 20.01.2015 du Grand Conseil du canton de Berne „Université de Berne, Institut de médecine légale (IML) et Département de recherche clinique (DKF). Construction d'un bâtiment Murtenstrasse 20-30, lot B, 1er étape. Crédit d'engagement pluriannuel pour la réalisation“ soit soumise au corps électoral.

Peuvent signer sur cette liste les personnes ayant le droit de vote dans la commune mentionnée.

Les citoyens et citoyennes qui soutiennent ce référendum doivent signer à la main. Celui qui signe au nom d'un autre ou qui contrefait la demande de référendum sera puni (art. 282 CP).

Debut du référendum : 11 février 2015 ;
Expiration du délai pour la récolte de signatures (signatures déposées auprès des communes pour authentification) : 11 mai 2015 ;
Remise des signatures authentifiées à la Chancellerie : 10 juin 2015

Commune :		Code postal :	Lieu :		
Nº	Nom et prénom (manuscrite, caractère d'imprimerie)	Date de naissance (jj/mm/aaaa)	Adresse (Rue et numéro)	Signature manuscrite	Contrôle (laisser en blanc)
1		/ /			
2		/ /			
3		/ /			

Le/La fonctionnaire soussigné/e certifie que les (nombre) signataires du référendum dont les noms figures ci-dessus ont eu le droit de vote en matière cantonale dans la commune susmentionnée le jour de réception de ladite liste. Le/La fonctionnaire compétent/e pour l'attestation :

Lieu : Signature : Date de réception de la liste :

Date : Fonction officielle :

Sceau :

Cette liste, entièrement ou partiellement remplie, doit être renvoyée **au plus tard le 1^{er} mai 2015** au comité référendaire **Referendumskomitee, stopptierversucheborn.ch, Luternauweg 8, 3006 Bern**, qui s'occupe de l'authentification des signatures. Plus de listes peuvent être téléchargées ou obtenues auprès du comité. Faire un don : CCP 61-721376-1, Referendumskomitee «Stoppt den 141 Mio Neubau - Keine Tierversuche an der Uni Bern», IBAN CH11 0900 0000 6172 1376 1 www.stopptierversucheborn.ch | info@stopptierversucheborn.ch



Rapport d'activité 2014 de la Ligue suisse contre la vivisection

Secrétariat et bureau

Comme en 2013, Max Moret et Luc Fournier, Président et Vice-président, ont coordonné les actions en cours et le suivi des dossiers. Tout ce qui touche à la communication de la LSCV, comme la rédaction et mise en page du journal, édition de flyers, dépliants, campagnes d'annonces et mises à jour du site Internet, est effectué par le bureau. Depuis son élection au comité en mars 2014, Benjamin Frei est le responsable des activités militantes de la LSCV en Suisse alémanique.

Notre Trésorière Maja Schmid occupe aussi le poste salarié de secrétaire pour un taux d'occupation de 100%. Parfaitement trilingue, avec des notions d'italien, elle peut répondre en français, allemand et anglais aux demandes et nombreux appels, courriers et courriels qui nous sont communiqués chaque jour. Elle assure la gestion administrative et l'enregistrement des nouveaux membres, les versements et autres activités essentielles pour le bon fonctionnement de la LSCV.

Des milliers de courriers et courriels sont traités par le bureau chaque année. Il arrive parfois que malheureusement un courriel soit automatiquement dirigé dans nos « spams » ou reste sans réponse. En ce cas, n'hésitez pas à nous relancer. Nous faisons notre possible pour vous répondre dans les meilleurs délais !

Engagement

Le bureau a procédé à l'engagement du Dr méd vét. André Ménache le 1er juillet pour un taux d'activité de 30%. Habitant jusqu'à lors au Royaume-Uni, il réside depuis son engagement à



Genève. André travaillait déjà au mandat pour la LSCV depuis 2012 en tant que scientifique, tout en poursuivant son activité militante auprès d'autres organisations. S'ajouter une aide supplémentaire était nécessaire en raison du nombre de dossiers scientifiques à étudier et de dossiers à motiver qui ne cesse de croître.

Assemblée générale et Comité

L'A.G de la LSCV a eu lieu l'après-midi du 5 avril. Le Comité national s'est réuni le matin du même jour puis le 15 novembre. Les principaux points discutés concernaient le renouvellement de l'aide annuelle accordée aux refuges et aux campagnes de stérilisation, le financement de nouvelles méthodes substitutives, le suivi des actions en cours, l'organisation de la campagne d'affichage contre la fourrure et les manifestations en Suisse alémanique contre les animaux dans les cirques et le transport des primates pour l'expérimentation animale par Air France-KLM.

Le 31 décembre, le Comité a acté avec tristesse la démission du Président pour raison de santé. Le Comité est actuellement composé des membres suivants :

Vice-président : Luc Fournier ; Trésorière : Maja Schmid ; Secrétaire du comité : Laurianne Parent ; Membres : Sylvie Benoît, Damiani Clerc, Paul Ecoffey, Benjamin Frei, Suzann Karagöz, Michèle Loisel.

Membres

La LSCV a accueilli 345 nouveaux membres en 2013. Nous leur souhaitons la bienvenue et les remercions chaleureusement pour leur engagement. A l'inverse, 290 adresses de membres ont été éliminées en raison d'un

déménagement non annoncé. A partir du deuxième retour de journal par la Poste suite à une adresse introuvable, nous supprimons l'adresse de notre fichier pour éviter des frais inutiles. Pensez à nous communiquer vos changements d'adresse. Et si vous n'avez plus de nos nouvelles durant quelque temps, c'est peut-être aussi que quelque chose ne fonctionne pas avec l'acheminement du journal. N'hésitez pas à contacter le secrétariat pour nous en informer.

Comptabilité

Chaque année, nos comptes sont contrôlés par une fiduciaire et la LSCV bénéficie de l'exonération fiscale. Nous profitons pour vous rappeler que vous avez la possibilité, selon la loi en vigueur dans votre canton, de déduire de votre déclaration fiscale tous les dons (généralement) d'un montant supérieur à Frs 100.- faits à la LSCV. Pour connaître les modalités de déduction, il vous suffit de contacter votre administration fiscale.

Finances

Le montant total des dons a été légèrement inférieur à celui de l'an passé mais le bouclage des comptes fait état d'un bénéfice de recettes de CHF 953'771,45. Il s'explique par le versement d'un important legs en 2014. Chaque année, on constate que ce sont principalement les successions qui soutiennent financièrement la LSCV. Cette situation nous permet de maintenir une cotisation annuelle minimale très basse, puisqu'elle se monte à CHF 15.-.

25 ans de Présidence : Merci Max !

Après plusieurs dizaines d'années de militantisme au sein de la LSCV, association qu'il présidait de façon ininterrompue depuis 1989, Max Moret a dû suspendre son engagement pour raisons de santé, démissionnant du Comité et de la Présidence de la LSCV le 31 décembre 2014.

Max a accompagné la LSCV durant les moments phares de son existence. Organisation d'abord cantonale enregistrée depuis 1883 sous le nom de Ligue genevoise contre la vivisection, la Ligue s'est transformée en association nationale en étendant ses activités à l'ensemble des cantons suisses en 1978, après adoption par l'assemblée générale de ses nouveaux statuts. A cette date, la Ligue adhère aussi aux Principes de la Déclaration universelle des droits de l'animal, poursuivant ses activités sous le nom de *Ligue suisse contre la vivisection et pour les Droits de l'animal* (LSCV).

Dans les années 1980, Max participe activement avec la LSCV aux campagnes de votation contre la vivisection. Les trois initiatives seront finalement rejetées en votations populaires en 1985, 1992 et 1993. Mais la révélation au public des abus et souffrances infligées aux animaux dans les laboratoires incitera le Parlement fédéral à modifier la loi pour permettre une amélioration et une application plus stricte de la législation.

En 1992, la LSCV doit quitter ses bureaux à Chêne-Bourg arrivés en fin de bail. Le Comité national réuni à Biel approuve l'achat d'un bâtiment sur la commune de Thônex (GE). Max organise en 1993 le transfert du bureau dans ses nouveaux locaux, toujours occupés à ce jour. A cette date, l'assemblée générale protège statutairement le siège de la LSCV en conditionnant sa vente à l'acquisition d'un autre bâtiment devant lui aussi abriter les locaux du secrétariat de la LSCV.

Si la LSCV poursuit ses actions contre l'expérimentation animale, elle s'engage également à soutenir les méthodes remplaçant les animaux. A partir de la fin des années 1990, des appareils permettant de remplacer les porcs pour la formation des chirurgiens sont offerts aux hôpitaux qui en font la demande. Des centaines de porcs sont ainsi épargnés. Des fonds sont aussi engagés pour développer des nouvelles méthodes de recherche, avec pour résultats, le remplacement de milliers de rongeurs dans les universités et entreprises pharmaceutiques.



Ces dernières années, Max avait progressivement réduit ses activités mais continuait à se rendre chaque matin au siège de la LSCV pour s'occuper des affaires courantes. Il restait un soutien moral indéfectible et un conseil précieux.

Le 31 décembre 2014 il démissionnait du Comité et de la Présidence à 81 ans pour des raisons de santé. Nous lui souhaitons le meilleur rétablissement possible et lui adressons nos sincères remerciements pour toutes ces années consacrées à la LSCV, à sa lutte contre l'expérimentation animale et à son engagement en faveur d'une meilleure protection des animaux.

Le Comité



ECEAE



Coalition européenne pour mettre fin à l'expérimentation animale

Maja Schmid a représenté la LSCV aux deux réunions annuelles de l'ECEAE qui se sont tenues à Rome du 19 au 21 mars et à Londres du 5 au 7 novembre.



Les sujets traités concernaient les actions de lobbying ; l'évolution plutôt favorable de la situation en Asie concernant les tests sur les animaux pour les produits cosmétiques, avec un assouplissement de l'obligation chinoise d'effectuer des tests et le projet d'interdiction des tests par le Vietnam ; le travail d'opposition aux tests sur animaux mené dans le cadre de Reach qui a déjà permis de sauver environ 18'000 animaux, et les actions contre les transports de singes pour l'expérimentation animale depuis l'île Maurice. Les actions contre le Botox portent leurs fruits. Après Allergan, premier fabricant à avoir remplacé les tests sur les animaux, ses concurrents MERZ et IPSEN ont à leur tour déposé un dossier de validation pour une méthode *in vitro* de remplacement.



Fin 2014, l'ECEAE regroupait 20 organisations membres, provenant de 18 pays européens. Outre l'intérêt de réunir nos forces pour mieux nous faire entendre, les séances de l'ECEAE sont aussi l'occasion de créer des liens enrichissants entre nos organisations. Les dissensions et concurrences entre organisations de protection des animaux étant souvent la règle, le fait de réussir à fédérer 20 organisations pour viser des objectifs communs est en lui-même très encourageant.

Commissions

L'activité nationale de la LSCV nous donne la possibilité de proposer des candidats pour siéger au sein de certaines commissions fédérales, mais également cantonales, notamment à Genève où la LSCV a son siège.

Luc Fournier représente la LSCV depuis 2002 dans la Commission de contrôle de l'expérimentation animale du canton de Genève, Daniel Favre représente la LSCV depuis 2009 dans la commission du canton de Vaud.

En juin 2014, André Ménache a finalement pu rejoindre la commission genevoise en tant que deuxième représentant de la LSCV. Dans un premier temps, l'université genevoise ayant été pleurnicher auprès du Conseil d'Etat pour s'opposer à sa candidature, sa nomination a été refusée. La LSCV a redéposé sa candidature et après quelques discussions et prises de position, le Conseiller d'Etat Mauro Poggia en charge du Département compétent a finalement fait nommer André.

Luc a également participé le 10 avril à Berne, et André le 8 octobre à Zürich, aux réunions du KTT (Konferenz der Tierschutzdelegierten der kantonalen Tierversuchskommissionen). Celui-ci regroupe les membres actifs de protection des animaux siégeant dans les commissions des cantons de Bâle, Zurich, Berne, Vaud, Genève et Fribourg. Ces réunions sont l'occasion de discuter de dossiers ou de problèmes rencontrés au sein des commissions cantonales, les membres de protection des animaux y étant toujours minoritaires. C'est également l'occasion de tisser des liens entre membres d'associations provenant de toute la Suisse.

Après 8 ans de mandats, Luc a mis fin en juin à son activité dans la Commission genevoise pour la diversité biologique et dans la Commission de la Faune, chargée de faire appliquer l'interdiction de la chasse en vigueur dans canton depuis 1974. Suspension d'activité de courte durée puisque, suite à l'élection du nouveau Conseiller d'Etat Luc Barthassat en charge de l'environnement, le retour des chasseurs était envisagé dans le canton. La LSCV et les principales organisations de protection des animaux du canton ont fait front contre le projet en novembre. Luc a participé avec la Présidente de SOS Chats Valérie Dériavaz à une première rencontre le 11 décembre avec le Département. D'autres discussions auront lieu en 2015.



Office fédéral de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires (OSAV)

Plusieurs échanges ont eu lieu avec l'OSAV qui est la Haute autorité fédérale en matière d'application de la législation sur la protection des animaux. Parmi ceux-ci :

Manque de contrôle des établissements vendant des produits de pelleterie



Suite à l'entrée en vigueur le 1er mars de la nouvelle ordonnance fédérale obligeant les marchands de fourrure à inscrire sur les étiquettes de leurs produits l'espèce animale, sa provenance et son mode d'abattage, la LSCV avait critiqué le manque de moyens attribués par l'OSAV pour les contrôles. Le premier rapport publié par cette administration en octobre confirmait son absence d'efficacité, avec 48 contrôles effectués alors qu'il en prévoyait 600 ! Interpellé par la LSCV, l'OSAV pense pouvoir faire mieux fin 2015...

Vaches hublots



Suite à la diffusion le 6 février d'un reportage à la télévision suisse romande, et à plusieurs contacts avec des journalistes, la LSCV a contesté les expériences menées sur des vaches « hublots » de la station fédérale d'élevage Agroscope à Fribourg. Ce hublot permet de passer le bras dans l'animal afin de prélever dans l'un de ses estomacs, des échantillons du bol alimentaire. Réponse de l'OSAV : puisque les expériences ont déjà été autorisées, le dossier est clos. Du côté de la LSCV le dossier est toujours en cours.

Consultation concernant la nouvelle ordonnance fédérale sur l'élevage

La LSCV a remis en juillet sa prise de position concernant le projet de nouvelle ordonnance mis en consultation par le Département fédéral de l'intérieur du 28 avril au 28 juillet.

Soutien aux méthodes substitutives



Projets

Parmi les projets soutenus par la LSCV, le développement d'un modèle *in vitro* en trois dimensions de cellules humaines est en voie de finalisation. Ce modèle permettra notamment de tester l'efficacité et la toxicité de nouvelles thérapies contre le cancer du poumon. Malgré plus de 30 ans de recherche sur les animaux, aucun traitement efficace ne permet aujourd'hui de lutter contre cette maladie, responsable chaque année de plus d'un million de morts.

Ce modèle issu à 100% de cellules tumorales humaines permet d'obtenir des informations représentatives des patients. En décembre, les données scientifiques décrivant le modèle ont été soumises à une première revue pour une publication scientifique.

InterNiche

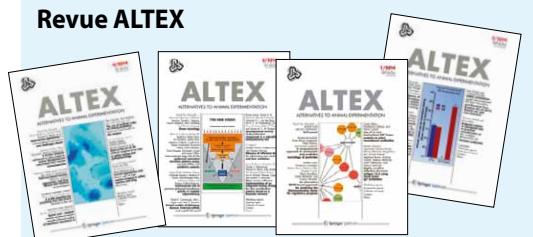
La LSCV a renouvelé son soutien financier en 2014 au réseau international InterNICHE, qui œuvre pour le remplacement des animaux dans l'enseignement.

Le rapport d'activité d'InterNiche lié au financement de la LSCV sera publié dans le prochain journal.

Chaire d'enseignement des méthodes alternatives de l'Université de Genève

En vue de permettre sa création en 2009, la LSCV s'était engagée à participer au financement de cette chaire durant cinq années. Le contrat arrivant à échéance en mars 2014, il semblait normal que l'université reprenne à sa charge son activité. En fait, non. L'université qui se fiche de remplacer les animaux pour la recherche, a simplement supprimé cette chaire d'enseignement.

Revue ALTEX



Principale revue scientifique traitant des méthodes substitutives, elle est éditée en anglais et allemand, et diffusée par abonnement dans le monde entier en version papier ou électronique. Daniel Favre est membre de son Comité directeur depuis la création d'ALTEX Edition fin 2006.

France - Utilisation d'animaux pour la formation



Une rencontre a eu lieu le 22 octobre au bureau LSCV entre plusieurs membres du comité, Marie Berger de l'association Oïkos Kai Bios et Nick Jukes d'InterNiche. L'objectif étant de faire le point sur les nouvelles méthodes de remplacement pour l'éducation. La LSCV a entamé depuis 2011 une collaboration avec Oïkos Kai Bios afin d'apporter des solutions de rechange dans les lycées et collèges français de Savoie. Malheureusement il est difficile de convaincre les directions des écoles de mettre fin aux dissections.

Aide aux étudiants

La Ligue a reçu dans ses bureaux plusieurs étudiant(e)s souhaitant faire un travail sur le thème de l'expérimentation animale. Le bureau a également répondu à plusieurs demandes et questionnaires transmis par des étudiants ou jeunes en formation.

Actions diverses

Fribourg - Dénonciation pénale de la LSCV contre les autorités fribourgeoises et librairie-café « Happy Books »

La plainte et la dénonciation pénale de la LSCV contre le service vétérinaire fribourgeois (SCAV) ont été rejetées par le Procureur général le 12 mars puis par la Chambre pénale du Tribunal cantonal le 30 avril. Les décisions sont assez misérables et démontrent qu'en matière d'application du droit, les administrations laxistes ou malhonnêtes ont encore de beaux jours devant elles. Malgré tout, nous ne regrettons pas d'avoir lancé cette procédure. Ne rien faire et se résigner lorsqu'on assiste à des abus de droit n'est pas envisageable.

Le 28 mars, la commission des pétitions du Grand Conseil décidait de classer notre pétition « Pour un vrai contrôle de l'expérimentation animale à Fribourg ». Attendue elle aussi, cette décision nous encourage à maintenir nos activités dans ce canton où beaucoup reste encore à faire.

L'ouverture de notre bibliothèque de prêt de livres au centre-ville de Fribourg en avril avait pour objectif de contribuer à une meilleure information publique en lien avec la protection des animaux. En septembre, suite au départ du locataire jouxtant notre bibliothèque, le projet d'agrandir le lieu a pu se concrétiser. Une demande de patente pour servir des boissons et plats vegan a été déposée et le lieu a été aménagé pour devenir un espace de rencontre et partage sur le thème du droit des animaux, de la santé et de la cuisine végétalienne. L'entier du bail a été repris le 1er novembre et a donné naissance à la librairie-café « Happy Book ». Des contacts et comptes ont été ouverts auprès de diffuseurs et mai-



sons d'édition pour la distribution de leurs ouvrages, comme les sublissimes ouvrages de la collection V de l'âge d'Homme. Fin 2014, les procédures administratives pour la partie café n'étaient pas encore tout à fait closes. Inauguration prévue : début 2015

Zürich - Actions contre les expériences sur les primates

Suite à l'annonce en septembre par les médias de nouvelles expériences sur les primates par l'Université et l'Ecole polytechnique fédérale de Zürich, Benjamin Frei a organisé plusieurs actions et manifestations sur le parvis de l'Université avec les organisations AG STG et Aktionsgemeinschaft für Tier, Mensch und Umwelt (AGMTU). Une pétition en ligne « Stop aux expériences sur les primates ! » en collaboration avec les organisations antivivisectionnistes ATRA et AG STG a été lancée (signatures à récolter jusqu'au 15 octobre 2015). Des actions d'envoi de courriels de protestation



à l'université et aux chercheurs ont aussi été organisées. Suite aux manifestations Benjamin a rencontré le doyen de la faculté et le service communication de l'Université le 21 septembre. Maja Schmid et deux membres de l'AG STG ont participé à une deuxième rencontre le 14 novembre.

Un travail de lobbying auprès des politiciens zürichoises a été entrepris afin de les inciter à rejeter les expériences sur les primates et obtenir un soutien en vue des prochaines actions.

Neuchâtel - Actions pour un contrôle de l'expérimentation animale

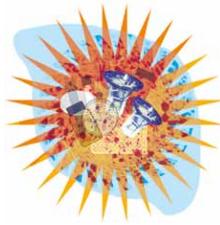
Depuis plusieurs années, l'autorité neuchâteloise en charge de la surveillance de l'expérimentation animale, le Service de la consommation et des affaires vétérinaires (SCAV) s'oppose à ce que les contrôles des expériences menées sur Neuchâtel soient effectués par la commission vaudoise, dont la LSCV a un représentant. Non seulement l'attitude du SCAV est contraire au droit fédéral, mais en plus il est apparu que ce service n'effectuait même pas le nombre minimal de contrôles



exigé par la législation. La LSCV a interpellé le Conseiller d'Etat Laurent Favre en charge de ce domaine. L'échange de courriers d'abord peu convaincant a finalement abouti à l'assurance prochaine de la participation de la commission vaudoise aux contrôles. Si cela devait ne pas être le cas, la LSCV dénoncera pénallement l'autorité compétente.

Genève - Actions contre l'expérimentation animale et pour le développement des méthodes de remplacement

Suite à la campagne menée fin 2013 contre les futures expérimentations prévues dans le Campus Biotech, les actions de lobbying ont continué les mois suivants. André Ménache a participé au débat public « Expérimentation dans la recherche : Modèle animal ou méthodes alternatives ? » organisé le 30 avril par des étudiants à l'université de Genève devant un auditorium complet.



Au même moment des députés du Grand Conseil genevois déposaient un projet de motion intitulée « Université de Genève: un nécessaire soutien au développement de méthodes alternatives à l'expérimentation animale ». Invité par le journal la Tribune de Genève, Daniel Favre participait à un deuxième débat public le 19 juin.

Le 2 juillet, la LSCV déposait les 5'105 signatures de la pétition sur le Campus Biotech et le 29 septembre, Luc Fournier était auditionné par la commission des pétitions du Grand Conseil genevois pour expliquer la position de la LSCV.



Action contre les animaux dans les cirques

Entre avril et décembre, la LSCV a participé à 95 manifestations devant les cirques Knie, Nock et Royal dans les cantons de Bâle, Argovie, Berne, Lucerne et Soleure.



13 manifestations ont eu lieu du 26 décembre au 11 janvier 2015 en Allemagne à Lörrach, près de Bâle, devant le cirque Montana. Benjamin Frei a organisé les manifestations pour la LSCV. Plusieurs ont été co-organisées avec les organisations Tierrechtsgruppe Basel (TRB BS), Tier-im-fokus (TiF) et AGTMU.

Action contre la fourrure

La LSCV s'est engagée en 2014 avec la Fondation Pro Tier dans la diffusion du spot « Stop fourrure ! Pas de souffrance pour la mode » dans des cinémas à Zürich, Genève et Fribourg et à la télévision suisse alémanique entre octobre et novembre. Un nouveau flyer en français et allemand a été édité et des stands d'informations contre la fourrure ont été tenus principalement à Lucerne, Genève et Bienne.



Action contre le transport des primates pour l'expérimentation par Air France-KLM

La LSCV s'est jointe à la campagne « Stop Vivisection » contre Air France-KLM. Des manifestations sont régulièrement organisées dans les aéroports ou devant les agences Air France un peu partout en Europe. Benjamin Frei a organisé 8 manifestations à l'aéroport de Bâle-Mulhouse avec TRB BS et une autre à l'aéroport de Zürich avec le Tierrechtsgruppe Zürich (TRB ZH). Des dizaines de manifestants ont participé à chaque rassemblement, contribuant au succès des démonstrations.



Autres stands et manifestations

Un déplacement de militants a aussi été organisé en collaboration avec l'AG STG à Tübingen, en Allemagne, pour la participation à une manifestation contre les expériences menées sur des primates par l'institut Max Planck. Des stands ont été organisés à Bâle-Ville et Genève à l'occasion de la journée mondiale contre l'expérimentation animale du 24 avril.





Nourriture pour chiens et chats non testée sur les animaux

En début d'année, Céline qui était en charge de ce domaine a malheureusement dû mettre un terme à cette activité pour raisons professionnelles. Le projet lancé en avril de distribution d'aliments non testés a été mis en veille par manque de disponibilité. Michèle Perroud a pu reprendre ce domaine en novembre et suite à son travail, la liste a pu être mise à jour par l'ajout de plusieurs marques. Le projet de distribution sera aussi réactivé. Des informations sur les produits non testés peuvent être obtenues au bureau de la LSCV ou par courriel à l'adresse : petfood@lscv.ch



Journal LSCV et annonces

Comme chaque année, nos membres ont été informés des actions en cours par le biais des quatre éditions annuelles de notre journal.

Plusieurs annonces ont été publiées dans des encarts de journaux comme *l'Hebdo*, *Le Temps*, *le Courier* et *l'Agefi*. Nous avons aussi pu placer à tarifs préférentiels des annonces contre l'expérimentation animale ou la fourrure dans les magazines *Elle* et *Paris Match*. Un affichage contre la fourrure au format F12 a aussi eu lieu sur les panneaux des stations de la BLS du 14 novembre 2014 au 15 janvier 2015.



Site Internet www.lscv.ch

Le site internet a enregistré en moyenne la visite journalière de 500 internautes, soit environ 100 de plus qu'en 2013, pour un total de 180'000 visites en 2014. Les pages les plus consultées concernent les aliments pour animaux domestiques et les produits cosmétiques non testés sur les animaux.

Facebook - Twitter

Le compte Twitter en allemand et nos deux pages Facebook en français et allemand sont bien suivies. Elles nous permettent d'informer rapidement sur de nouveaux événements, tenues de stands ou informations sur la protection des animaux.

Newsletter - lettres d'informations

Plusieurs Newsletter ont été envoyées, selon l'actualité des cantons. Il est possible de s'y inscrire via un formulaire de contact sur notre site internet.

Mailing de nos cartes

Trois mailing de cartes adressées ont été effectués comme chaque année pour faire connaître les activités de la LSCV, en février à 70'000 exemplaires et en juin et septembre à 30'000 exemplaires.



Aide aux refuges et campagnes de castration

La Ligue soutient chaque année une vingtaine de refuges ou centres de soins pour animaux, et finance des campagnes de castration et stérilisation de chats errants. En 2014, le montant consacré à ces actions a été de CHF 102'825.56 dont CHF 42'575.56 pour les campagnes de castration et prise en charge de frais vétérinaires.



Toutes ces aides sont délivrées après discussion de chaque cas et approbation de la majorité des membres du Comité national. La plupart des aides sont octroyées à des refuges connus de longue date, pour lesquels la Ligue peut assurer la bonne utilisation des dons perçus. Suzann Karagöz s'occupe également depuis de nombreuses années de la campagne de stérilisation et castration de chats errants du canton de Genève. Les animaux sont castrés et marqués à l'oreille avant d'être relâchés sur leur lieu de capture, puis régulièrement nourris par la suite. En maintenant une population stable de chats sauvages dans un lieu défini, on tente ainsi d'éviter leur prolifération et au final, leur euthanasie ou abattage, comme cela se pratique dans de nombreux cantons par des gardes-chasse ou chasseurs privés. Outre Genève, les aides octroyées par la Ligue pour les campagnes de stérilisation concernent principalement les cantons de Neuchâtel, Tessin et Valais. Depuis plusieurs années, la LSCV n'engage plus de fonds à l'étranger pour soutenir des refuges ou campagnes de castration et stérilisation, en raison des difficultés à suivre les projets et à contrôler l'utilisation des dons.

Conclusion

Une année encore s'est écoulée et grâce à votre soutien, de nombreuses actions ont une fois encore pu être organisées. Soyez tous infiniment remerciés pour votre soutien indéfectible ! Le fonctionnement de la LSCV dépend de l'engagement de chacun de nos 10'000 membres. N'hésitez pas à nous rejoindre et à vous engager plus activement à nos côtés. Mille mercis à toutes et tous.

Luc Fournier, Vice-président

Une belle vie ?



Pourquoi vegan ?

Le veganisme réduit la souffrance animale, il est sain et écologique. Tuer des animaux pour se nourrir n'est éthiquement pas défendable. Il existe de nombreuses alternatives végétales.

Pourquoi pas de viande ?

Il n'y a pas de mise à mort « humaine ». En tuant un animal pour notre propre consommation, nous le privons de ce qu'il possède de plus précieux : sa vie.

Pourquoi pas de lait ?

Pour produire du lait, une vache doit donner naissance à un veau. Pour que l'homme puisse profiter du lait, le veau est arraché à sa mère peu après sa naissance. Il est ensuite engrangé et abattu. Les vaches laitières sont inséminées artificiellement pour vêler chaque année et produire continuellement du lait.



Pourquoi pas d'œufs ?

Comme les coqs ne pondent pas d'œufs, les poussins mâles sont gazés ou broyés vivants après leur naissance.

Comment ?

Toutes les informations pour un mode de vie vegan : govegan.ch

3'000 beagles définitivement sauvés des labos européens

28 avril 2012 - Une énorme mobilisation avait réuni plus de 1000 manifestants devant l'élevage de beagles Green Hill à Montichiari, dans le nord de l'Italie. Malgré la présence de la police, plusieurs militants avaient réussi à pénétrer dans le chenil et libérer une femelle utilisée pour la reproduction et une trentaine de chiots en les hissant par dessus les grilles.



Le mois suivant, la police avait procédé à l'arrestation de 12 militants et récupéré 7 chiots. Green Hill appelé pour venir les récupérer avait refusé, au motif qu'ils n'étaient plus bons pour la vente, tout en réclamant 250'000 euros de dommages. Les militants font part de leurs observations à l'intérieur du chenil. De nombreux cadavres de chiens ont été trouvés dans des congélateurs. La police ouvre également une enquête sur Green Hill.

18 juillet 2012 - L'élevage est placé sous séquestre pour infractions à la réglementation concernant les conditions de garde et de soins aux animaux. 100 cadavres de chiots ont été trouvés dans des congélateurs. Ne répondant pas aux critères de vente pour les labos, parce que par exemple atteints de dermatite, ils ont été éliminés.

400 autres chiens n'étaient pas identifiés par puce électronique, pourtant obligatoire pour assurer le suivi lors de la vente des animaux. Selon des employés de Green Hill, ces animaux seraient vendus discrètement à des laboratoires pour y exécuter des expériences interdites en Italie.

Trois dirigeants de Green Hill sont mis en accusation par le Procureur général de Brescia. Les beagles de l'élevage sont provisoirement confiés aux associations LAV (Lega Anti Vivisezione) et Legambiente (protection de l'Environnement). Une partie des chiens ont eu les cordes vocales sectionnées.

Condamnation des trois dirigeants de Green Hill par la Cour de Brescia

23 janvier 2015 - L'un des co-gérants de Green Hill et le vétérinaire interne de l'élevage sont condamnés par la Cour de Brescia à 18 mois de prison, le directeur à 12 mois, et une suspension durant deux ans de leur activité professionnelle. Parmi les charges retenues contre les condamnés : mises à mort cruelles, absence de soins ou soins non appropriés, mauvaises conditions de détention, etc. Le jugement a aussi mis à jour le déroulement ridicule des contrôles officiels menés dans cet élevage, lequel était également prévenu à l'avance des visites. Au final, les 3'000 beagles de Green Hill sont définitivement séquestrés et confiés à leurs familles d'accueil. Green Hill ne pourra pas rouvrir en Italie. Un décret législatif italien approuvé en mars 2014 interdit définitivement l'élevage des chiens, chats et primates pour l'expérimentation animale.

L'aboutissement du cas de Green Hill est aussi la conclusion d'une mobilisation ayant induit de nombreuses manifestations, pétitions et autres actions qui nous semblent parfois vaines ou inutiles.

Nous mobiliser n'est jamais inutile !

Bravo aux associations Lega Anti Vivisezione et Legambiente pour leurs campagnes.

NON à l'ouverture et l'extension d'un élevage de 1600 primates près de Strasbourg !

Pétition Pro Anima - NON à l'extension du centre de primatologie de Strasbourg.
NON à la détention de 1600 singes. OUI à sa fermeture !



Créé en 1978, sous le nom de Centre de Primatologie (CdP) de Strasbourg, aujourd'hui géré par la plateforme Silabe, il s'agit d'un des plus importants centres de détention de primates en Europe. Entre 600 et 800 singes d'une douzaine d'espèces différentes y sont détenus. Les animaux les plus chanceux vivent en groupes dans des parcs extérieurs et servent à l'étude du comportement pour des équipes de biologistes et éthologues en provenance du monde entier. Pour les autres, ce sont les cages avec petites courrettes extérieures qui servent de lieu de vie. Et une destination moins enviable : les labos d'expérimentation des entreprises comme Hoffmann La Roche, Servier, Covance ou Novartis et sa division Sandoz.

En 1997, le Ministre de l'Education nationale et de la Recherche Claude Allègre avait balayé un premier projet du directeur du CdP, projetant la construction d'un deuxième centre à Holtzheim, dans le Bas-Rhin. Le Ministère affirmait vouloir encourager le développement de méthodes alternatives *in vitro*.

Changement de politique en 2013. La direction départementale de la protection des populations (DDPP) prévait favorablement le 25 octobre des nouvelles constructions dans les Douves du Fort. Notamment un bâtiment « de stock » de primates d'une capacité de 500 places réparties en unités et un bâtiment de quarantaine composé de 5 salles de 18 boxes chacune. Une nouvelle espèce de primates de la famille des Callithricidés sera aussi détenue. Pour ces raisons, la DDPP demandait à ce qu'une nouvelle demande d'autorisation d'ouverture soit déposée.

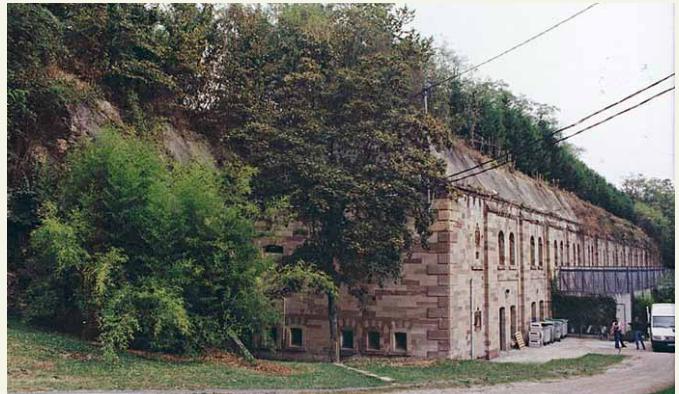
L'autorisation sera délivrée en juillet 2014 par la préfecture du Bas-Rhin. Depuis, la contestation s'organise pour empêcher la poursuite des activités du CdP. Avec un message clair : les centaines de millions d'euros engagés dans la recherche biomédicale sur les primates n'ont apporté que de faibles résultats pour la santé humaine. Parmi les expériences coûteuses et inutiles, bien que le chimpanzé soit naturellement immunisé contre le VIH, les chercheurs ont multiplié les études sur cet animal. Sur les 85 vaccins contre le sida testés avec succès sur les primates, aucun n'a fonctionné sur l'être humain. Nous voulons que les millions prévus pour l'extension du CdP soient engagés dans le développement de nouvelles méthodes de recherche, éthiques et pertinentes pour la santé publique.

Merci de diffuser et signer la pétition en ligne lancée par Pro Anima - www.lscv.ch



A propos du CdP

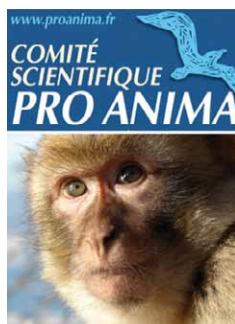
En 1978, le chercheur Nicolas Herrenschmidt fondait à Niederhausbergen près de Strasbourg le Centre de primatologie (CdP) de l'université Louis Pasteur. Installé dans l'enceinte d'un ancien ouvrage militaire, le Fort Foch, le centre occupe un terrain de 12 hectares.



A l'époque, 15 millions de francs français ont été dépensés pour l'achat de centaines de reproducteurs. Des lémuriens de Madagascar, des babouins d'Afrique du Nord, des primates d'Amérique du Sud comme le singe écureuil, le Tamarin et le Marmouset. Mais aussi des primates d'Asie et de l'île Maurice, animaux de choix pour les laboratoires, y compris en Suisse. Parmi eux, les macaques Rhésus (*Macaca mulatta*) et macaques Crabier (*Macaca fascicularis*) qui sont expérimentés par la pharma bâloise et les universités et ETH de Zürich et Fribourg.

Depuis sa création, le CdP assurait¹ que s'il « coopère avec des institutions de recherche biomédicale » cela se faisait en « suivant des conditions très précises », fixées dans les statuts du CdP « qui interdisent tout acte devant entraîner une gêne ou une souffrance de l'animal ou mettant sa vie en danger ». Belle hypocrisie de ce centre qui tire depuis sa création une importante source de revenus de la vente de ses animaux aux laboratoires pharmaceutiques ou universitaires, pour des recherches sur des maladies infectieuses ou neuro-dégénératives longues et douloureuses. Depuis 2013, le centre ne cache plus son souhait de mener des interventions invasives sur ses animaux pour fournir ses clients en « fluides et tissus biologiques » frais ou congelés. Il ambitionne aussi de développer un « nouveau plateau technique liant essais thérapeutiques, mesures cognitives et imagerie cérébrale à destination des compagnies pharmaceutiques »².

Aujourd'hui, le centre, appelé aussi Station de primatologie, est géré par la Plateforme Silabe (Simian Laboratory Europe) de l'association Adueis (association pour le développement des liens universités-entreprises dans les industries de santé). Il fait partie du consortium EUPRIM-Net II qui rassemble neuf centres de primatologie européens³.



1) http://lscv.ch/images/actions/petitions/2015/cdp_pro_anima_2007_plaqueette_centre_primatologie_Strasbourg.pdf

2) <http://www.celphedia.eu/fr/centers/primatologie-rousset#>

3) <http://www.euprim-net.eu/>

Dissections de grenouilles et souris enfin interdites en France dans les lycées et collèges

Bien qu'un décret interdise en France depuis le 1er février 2013 les dissections de souris et grenouilles dans les lycées et collèges, de nombreux établissements continuaient à les imposer à leurs élèves lors des cours de Sciences et Vie de la Terre (SVT).

Interpellé, le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche renvoyait une circulaire aux recteurs d'académies le 28 novembre 2014, rappelant l'interdiction mentionnée à l'article R. 214-87 du Code rural et de la pêche maritime. Elle concerne les vertébrés « élevés pour que leurs organes ou tissus puissent être utilisés à des fins scientifiques ». Les dissections sur des produits animaux issus d'abattoirs restent autorisées.



Il s'agit ainsi d'une première victoire. Merci aux organisations françaises, dont Oïkos Kaï Bios, qui se mobilisent sur ce thème depuis plusieurs années déjà, par l'envoi de nombreux courriers et échanges téléphoniques aux établissements scolaires concernés.



Zürich - 25 avril 2015 Grand rassemblement contre l'expérimentation animale

Chaque année, des centaines de milliers d'animaux sont utilisés en Suisse pour l'expérimentation animale. Et tout cela, pour une recherche qui n'apporte presque rien aux humains. Plus de 90% des résultats ne sont pas transposables à l'homme.

Nous exigeons que la recherche médicale s'oriente vers une science innovante et tournée vers le futur en renonçant à l'utilisation des animaux.

Pour une science sans expérimentation animale.

Rejoignez-nous nombreux et donnez votre voix aux animaux ! Infos : www.zugetive

Mednat EXPO

Le salon des médecines naturelles et du bien-être
EXPO BEAULIEU LAUSANNE
DU 26 AU 29 MARS 2015



La LSCV sera présente au salon pour les médecines naturelles MEDNAT, au centre Beaulieu de Lausanne du jeudi 26 au dimanche 29 mars 2015



Venez nombreux nous retrouver à notre emplacement situé dans l'Espace Agrobiorama de la Halle 7. A cette occasion, une large gamme de livres de la librairie LSCV « Happy Books » sera disponible sur notre stand. Vous y trouverez les magnifiques livres de la « collection V » et de nombreux livres traitant du droit des animaux, de la santé, de l'alimentation et des cosmétiques naturels.

Sur le thème de l'alimentation et la santé, le Dr Laurence Froidevaux a accepté de donner une conférence sur « les avantages d'une alimentation végétalienne ». Qu'elle soit vivement, vivement, et vivement remerciée pour sa disponibilité et son engagement !

Retenez cette date et venez nombreux assister à la conférence : Samedi 28 mars, à 13h00, dans la salle du Festival du Film vert, Espace Agrobiorama.



Petite présentation de Laurence Froidevaux, que certains connaissent déjà par le biais du journal VegInfo de l'association suisse pour le végétarisme Swissveg ou de son blog « Plantastique ». Chiropraticienne, Laurence Froidevaux a toujours été passionnée de santé et en a fait son métier. Après quelques années de pratique, elle a réalisé que la santé physique a deux aspects principaux que tout le monde peut contrôler: l'activité physique et l'alimentation. Pour compléter ses compétences, elle a donc commencé en 2008 à se spécialiser en nutrition, et en voyant la quantité d'études indépendantes qui tendent vers une santé optimale par l'alimentation végétale, c'est tout naturellement qu'elle a pris cette route en se formant auprès des experts internationaux dans le domaine comme les Dr Campbell, Dr McDougall ou Dr Popper. Comprenant aussi l'aspect holistique de la santé, il lui était évident qu'une santé idéale ne peut pas passer par la maltraitance d'êtres vivants et sensibles, ou par la destruction de la planète.

<http://www.plantastique.com/>

Invitations gratuites pour MEDNAT

La LSCV dispose de 20 entrées gratuites et c'est avec plaisir que nous les ferons parvenir aux membres LSCV qui en font la demande, jusqu'à épuisement du stock ! Contactez Maja au 022 349 73 37 ou admin@lscv.ch

Nous avons besoin d'aide pour la tenue du stand

4 jours de permanence, c'est long. N'hésitez pas à nous annoncer pour participer à la tenue du stand, même pour quelques heures ! Un planning sera établi selon vos disponibilités. Contact : Luc Fournier, 079 919 57 10 ou l.fournier@lscv.ch

Mille mercis !

Editorial

Liebe Mitglieder, liebe Freundinnen und Freunde der Liga

Gerne laden wir Sie zu unserer nächsten Generalversammlung ein. Sie findet am Samstag, 18. April 2015, um 14 Uhr statt. Dieses Jahr mit einer kleinen Änderung: Die GV findet nicht in der Nähe des LSCV-Büros in Genf statt, sondern in der LSCV-Buchhandlung «Happy Books» im Stadtzentrum von Freiburg, nur wenige Gehminuten vom Bahnhof entfernt. Weil uns die neue, ganz dem Tierschutz gewidmete Buchhandlung besonders am Herzen liegt, ist es uns eine grosse Freude, Sie dort begrüssen zu dürfen. Einen Lageplan und die Traktandenliste finden Sie auf der letzten Seite der Zeitung, die Jahresrechnung auf den Seiten 38 und 39.

Nach Jahrzehntelangem Einsatz für die LSCV, davon 25 Jahre als Präsident, hat Max Moret aus gesundheitlichen Gründen seinen Rücktritt erklärt. An der nächsten GV wird das Präsidentenamt neu besetzt. Gemäss Artikel 9 der LSCV-Statuten können nur Personen in dieses Amt gewählt werden, die seit mindestens einem Jahr Mitglied im Vorstand sind.

Auf Seite 16 befindet sich zudem ein Unterschriftenbogen für das Referendum, das wir am 11. Februar 2015 im Kanton Bern lanciert haben. Es richtet sich gegen die zusätzlichen Tierhaltungen im Laborneubau der Universität Bern. Wir laden alle Mitglieder aus dem Kanton Bern ein, das Referendum zu unterzeichnen. Beachten Sie dabei bitte die entsprechenden Hinweise. Weitere Unterschriftenbögen, die Sie uns portofrei zurücksenden können, sind beim Büro erhältlich. Wenn Sie nicht im Kanton Bern wohnen, zögern Sie nicht, die Unterschriftenbögen an Ihre Berner Bekannten zu versenden.

Wir haben vier Monate Zeit, um 10'000 Unterschriften zu sammeln. Dieses Ziel gilt es zu erreichen! Wir danken Ihnen allen herzlich für Ihre Unterstützung.

Vom 26. bis 29. März 2015 nimmt die LSCV erstmals an der MednatExpo, der Messe für Naturheilkunde im Centre Beaulieu in Lausanne teil. Liebe Westschweizer Mitglieder: Wir freuen uns über jede Hilfe bei der Standbetreuung. Wir müssen während allen vier Messetagen präsent sein. Ohne Ihre Unterstützung wird das sehr schwer.

Am 25. April findet in Zürich eine grosse gemeinsame Aktion mit den Mitgliedern der LSCV, der AG STG, AGTMU und der ATRA statt. Wir hoffen, dass Sie auch dabei sein können.

Nun freuen wir uns aber zuerst darauf, Sie bereits am 18. April zur GV begrüssen zu dürfen.

Mit besten Grüßen

Der Vorstand

BERN

Referendum gegen den Laborneubau der Universität Bern

20. Januar 2015: Der Grosse Rat des Kantons Bern befindet über einen 141-Millionen-Kredit für den insgesamt 154 Millionen teuren Universitäts-Neubau an der Murtenstrasse in Bern. Das Ziel: Die bisher in der ganzen Stadt Bern verteilten Labors des Instituts für Rechtsmedizin (IRM) und des Departments für Klinische Forschung (DKF) sollen an einem Ort vereint werden. Bei genauerer Betrachtung des Projekts zeigt sich aber, dass auch drei Stockwerke für Tierversuchslabors und neue Tierhaltungen des DKF vorgesehen sind. Das DKF erhält damit eine zusätzliche Fläche von 3000 m².

An den Tagen vor der Grossratsdebatte organisieren die LSCV, die GrünAlternative GPB-DA und die Organisation Tier im Fokus mehrere Demonstrationen. Die Grossräte werden kontaktiert und aufgefordert, den Kreditantrag abzulehnen. Am 16. Januar wird eine Petition gestartet, für die innerhalb von nur drei Tagen 3164 Unterschriften zusammenkommen. Diese werden am Tag vor der Debatte dem Sekretariat des Grossen Rates übergeben. 20. Januar: Der Grosse Rat entscheidet in einer reduzierten Debatte über den Kredit. Die Grossräte können sich nicht äussern und eine Diskussion über die Notwendigkeit der zusätzlichen Versuchslaborfläche wird abgelehnt. Der Kredit wird mit grosser Mehrheit genehmigt.

Am Mittwoch, 11. Februar, geben die Organisationen LSCV, GrünAlternative GPB-DA, Tier im Fokus, AG STG und ATRA an einer Pressekonferenz bekannt, dass sie ein Referendum gegen den vom Berner Grossen Rat gesprochenen 141-Millionen-Kredit lancieren.

**Wir sind auf Ihre Unterstützung angewiesen!
Bis 1. Mai 2015 müssen 10'000 Unterschriften zusammenkommen.**

Kontakt: Benjamin Frei
079 604 02 90
b.frei@lscv.ch



www.stopptierversuchebern.ch



IMPRESSION **Schweizer Liga gegen Vivisektion**

Die 1883 gegründete Schweizer Liga gegen Vivisektion (LSCV) ist ein Verein im Sinne von Art. 60 des Zivilgesetzbuches. Sie verfolgt folgende Ziele: Bekämpfung der Versuche an lebenden Tieren (Vivisektion) im medizinischen, wissenschaftlichen, militärischen, industriellen und gewerblichen Bereich. Die LSCV nutzt dabei alle gesetzlichen Mittel und strebt die Abschaffung der Tierversuche an. Förderung und Finanzierung aller alternativen wissenschaftlichen Methoden, die zur Abschaffung der Tierversuche beitragen. Die LSCV wird ausschliesslich durch Spenden und Legate finanziert. Sie erhält keinerlei Subventionen der öffentlichen Hand und ist somit vollkommen unabhängig. Als gemeinnütziger Verein ist sie von den Steuern befreit. Alle Spenden ab CHF 100.- sind steuerabzugsfähig. Gemäss Art. 19 ihrer Statuten ist die LSCV nicht gewinnorientiert. Ihr Vermögen kann nur für die angestrebten Ziele eingesetzt werden.

Publikation: Vierteljährlich erscheinende Zeitung. Ohne gegenteilige Hinweise wurden die Artikel von der LSCV verfasst. **Desktop Publishing (DTP) und Layout:** SLGV **Druck:** Atar Roto Presse SA, auf Recycling-Papier 60 gm². **Redaktionsvorstand:** LSCV **Adresse:** Chemin des Arcs-en-Ciel 3, Postfach 148, CH-1226 Thônex / GE **T** 022 349 73 37 **F** 022 349 19 54 - admin@lscv.ch **Das Büro ist von Montag bis Donnerstag von 9.00 – 12.00 Uhr und von 14.00 – 17.00 Uhr sowie am Freitag von 9.00 – 12.00 Uhr geöffnet** **Jahresbeitrag für Mitglieder:** mindestens CHF 15.-- **PSchKto 12-2745-6**
IBAN CH38 0900 0000 1200 2745 6 - BIC POFICHBEXXX

Warum noch mehr Tiere für noch mehr Versuche?

Im Dokument Nr. 97073 vom 6. Januar 2015 erklärt die Bau-, Verkehrs- und Energiedirektion (BVE) des Kantons Bern, warum mehr Tierversuche notwendig sind: «Damit die Universität und das Inselspital (Universitätsspital) im nationalen und internationalen Wettbewerb um Mittel für die klinische Forschung bestehen können.» Die höhere Zahl von Tierversuchen und das Leid, das sie verursachen, dienen also einzig und allein dem Zweck, mit anderen Universitäten zu konkurrieren. Ist das die Ethik der Universität? Ist das die Empathie, die sie Tausenden von Versuchstieren entgegenbringt? Ist das ein Gewinn für die öffentliche Gesundheit?

So rechtfertigt die BVE den Bau von neuen Versuchstierhaltungen und Tierversuchslabors:

1

«Um bei Tierversuchen die Anzahl der benötigten Tiere pro Versuch reduzieren zu können, sind Hygienebedingungen nach internationalen Qualitätsstandards einzuhalten (...). Dies bedingt den Flächenmehrbedarf in unmittelbarer Nähe zu bestehenden Tierhaltungen und zur klinischen Forschung, damit die Forschungsarbeit sachgerecht, effizient und wirtschaftlich erfolgen kann».



Wie die BVE mehrfach geschrieben hat, plant die Universität nicht weniger, sondern mehr Tierversuche. Ihr Argument, sie wolle die Anzahl der benötigten Tiere reduzieren, dient nur dazu, die Kritiker ruhigzustellen. Dass mit der zusätzlichen Fläche Tiere «eingespart» werden können, ist ebenfalls reine Augenwischerei. Die Qualitätsstandards geben Hygienebedingungen vor, um Verfälschungen von Versuchsergebnissen zu vermeiden. Es ist hingegen bekannt, dass in grösseren Tierhaltungen mit mehr Versuchstieren auch mehr Infektionsherde vorhanden sind. Die grossen Versuchstierhaltungen der Universitäten Lausanne, Genf, Basel usw. sind von Viren- und Parasitenbefällen betroffen, die Versuchsergebnisse verfälschen oder unbrauchbar machen können, so dass teure Versuche wiederholt werden müssen.

Gemäss einem 2009 erschienen Bericht der Eidgenössischen Finanzkontrolle belaufen sich die jährlichen Kosten für eine Tierhaltung mit 40'000 Versuchstieren auf 10 Millionen Franken. **Die Kosten aller Versuchstierhaltungen öffentlicher Institutionen werden insgesamt auf jährlich 80 Millionen Franken geschätzt. Davon werden 70 Millionen direkt mit Steuergeldern finanziert.**



2

«Generell ist der Einsatz von Versuchstieren streng reglementiert und wird, wo immer möglich, durch Alternativmethoden ersetzt. Mit dem Wachstum der Forschung steigt allerdings tendenziell auch die Nachfrage nach Versuchstieren.»

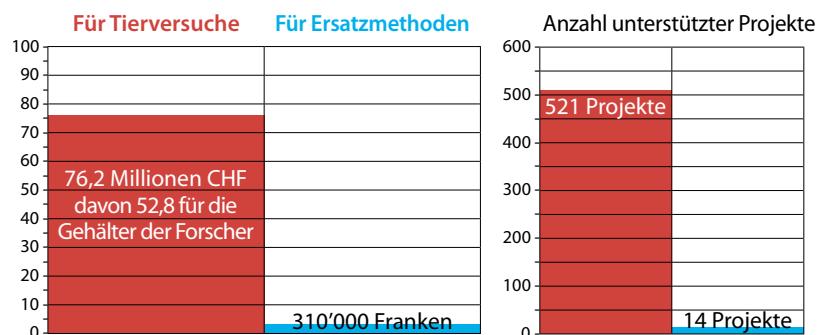
Die Behauptung, Tierversuche würden durch Alternativmethoden ersetzt, ist lächerlich. Denn solange praktisch alle Mittel in Tierversuche fliessen, gibt es keine Alternativmethoden. Aus einem einfachen Grund: Die Wissenschaftler, die über die Zuteilung der Mittel entscheiden, arbeiten selber mit Tierversuchen und unterstützen in erster Linie ihre eigene Forschung. An Schweizer Hochschulen werden von Jahr zu Jahr mehr Tierversuche durchgeführt. 2013 wurden in der Schweiz erstmals mehr Versuchstiere an Universitäten als in Pharmaunternehmen eingesetzt.

3

«Die klinische Forschung (DKF) könnte sowohl qualitativ wie quantitativ kaum wachsen, da vor allem Drittmittelprojekte ausbleiben würden. Fördergelder aus dem In- und Ausland gingen verloren. Die Lehre und Forschung, (...) würde mittel- bis langfristig an Bedeutung verlieren.»

Das ist Schwarzmalerei: «Wenn wir nicht mehr Tierversuche machen können, verlieren wir unsere Fördergelder», will uns die Universität weismachen. Wen will sie zum Narren halten? Die Steuerzahler, die für den Grossteil ihrer Forschung aufkommen? Millionen für zusätzliche Tierversuche ausgeben, nur um anderen Universitäten Konkurrenz zu machen, – soll das wirklich das einzige Ziel sein? Es ist Zeit, dass die Universität sich für die Entwicklung von modernen Forschungsmethoden einsetzt, die wirklich im Dienste unserer Gesundheit stehen. Damit würde sie mehr für ihr Renommee und ihre Kompetenz im Gesundheitsbereich tun.

Bewilligte Bundesmittel



Bereits heute führt die Universität Bern Versuche an Zehntausenden Tieren durch. Wir wollen nicht, dass mit unseren Steuergeldern noch mehr Tierversuche finanziert werden, deren Ergebnisse in den meisten Fällen keinen Nutzen für die menschliche Gesundheit bringen!

Die öffentlichen Mittel müssen in die Entwicklung von neuen, innovativen Forschungsmethoden investiert werden, nicht in veraltete Versuchsmethoden, die ausser der Angst und dem Leid der Tiere nichts bringen.



Wer darf unterschreiben?

Unterschreiben dürfen nur im Kanton Bern stimmberechtigte Personen.

Wie müssen die Unterschriften gesammelt werden?

Nur Bögen mit handschriftlichen Unterschriften sind gültig. Ausgefüllte Bögen dürfen nicht per Fax oder eingescannt per Mail zurückgeschickt werden.

Wichtig: nur eine politische Gemeinde pro Bogen!

Pro Bogen dürfen nur Stimmbürgerinnen und Stimmbürger aus einer politischen Gemeinde unterzeichnen. Wenn zwei Personen unterzeichnen, die in verschiedenen Gemeinden wohnen, müssen zwei Bögen verwendet werden (ein Bogen pro Gemeinde).

Jede Unterschrift wird von den kantonalen Behörden überprüft.

Unterschriften von nicht berechtigten Personen werden gestrichen und nicht mitgezählt. Alle Angaben zu Name, Adresse, Geburtsdatum usw. müssen vollständig ausgefüllt und absolut korrekt sein. In der Regel sind bei Initiativen und Referenden rund 20 Prozent der Unterschriften ungültig. **Helfen Sie uns, gültige Unterschriften zu sammeln, indem Sie die Unterschriftenbögen korrekt ausfüllen.**



Unterzeichnen Sie unser Referendum!

Vielen Dank für Ihre Unterstützung!

REFERENDUM gegen den fragwürdigen Luxusbau an der Murtenstrasse in Bern



Keine Tierversuche an der Universität Bern – Stoppt den 141 Mio Neubau

Die nachfolgend unterzeichnenden Stimmbürgerinnen und Stimmbürger des Kantons Bern verlangen, gestützt auf Art. 62 der Bernischen Kantonsverfassung und Art. 123 ff. des Kantonalen Gesetzes vom 5. Juni 2012 über die politischen Rechte, dass der Beschluss des Grossen Rates des Kantons Bern vom 20.01.2015 „Bern/Universität Institut für Rechtsmedizin (IRM) und Departement Klinische Forschung (DKF) Neubau Murtenstrasse 20-30, Baufeld B, 1. Etappe mehrjähriger Verpflichtungskredit für die Ausführung“ der Volksabstimmung unterbreitet wird.

Auf dieser Liste dürfen diejenigen Personen unterschreiben, die in der jeweiligen politischen Gemeinde stimmberechtigt sind.

Bürgerinnen und Bürger, die das Begehr unterstützen, müssen es handschriftlich unterzeichnen. Wer mit einem anderen als seinem eigenen Namen unterschreibt oder auf andere Weise das Ergebnis der Unterschriftensammlung fälscht, macht sich strafbar (Art. 282 StGB).

Beginn der Referendumsfrist: 11. Februar 2015;
Ablauf der Referendumsfrist (Unterschriften zur Beglaubigung bei der Gemeinde deponiert): 11. Mai 2015;
Abgabe der beglaubigten Unterschriften bei der Staatskanzlei: 10. Juni 2015.

Gemeinde:		Postleitzahl:	Ort:		
Nr.	Name, Vorname (handschriftlich, in Blockschrift)	Geburtsdatum (TT/MM/JJJJ):	Wohnadresse (Strasse und Hausnummer):	Eigenhändige Unterschrift:	Kontrolle (leer lassen)
1		/ /			
2		/ /			
3		/ /			

Die unterzeichnende Amtsperson (Stimmregisterführer/-in) bescheinigt hiermit, dass die vorstehenden (Anzahl) Unterzeichnerinnen und Unterzeichner zum Zeitpunkt des Eingangs des Unterschriftenbogens in der oben aufgeführten Gemeinde **stimmberechtigt** waren. Die zur Bescheinigung zuständige Amtsperson:

Ort: Unterschrift: Datum Eingang
Unterschriftenbogen:

Datum: Amtliche Eigenschaft:

Amtsstempel:

Die Liste ist vollständig oder teilweise ausgefüllt zurückzusenden **bis spätestens am 1. Mai 2015** an das **Referendumskomitee stopptierversuehebern.ch, Luternauweg 8, 3006 Bern**, das für die Stimmrechtsbescheinigung besorgt sein wird. Beim Komitee können weitere Unterschriftenbögen heruntergeladen oder bestellt werden. Spendenkonto: PC61-721376-1, Referendumskomitee «Stoppt den 141 Mio Neubau - Keine Tierversuche an der Uni Bern», IBAN CH11 0900 0000 6172 1376 1 www.stopptierversuehebern.ch | info@stopptierversuehebern.ch



Geschäftsbericht 2014 der Schweizer Liga gegen Vivisektion

Sekretariat und Büro

Wie schon im Jahr 2013 haben Präsident Max Moret und Vizepräsident Luc Fournier die laufenden Aktionen koordiniert und die verschiedenen Dossiers betreut. Sämtliche Kommunikationsarbeiten der LSCV wie die Artikel und das Layout für die Zeitung, die Erstellung von Flyern, Broschüren und Inseratemarken sowie die Aktualisierung und Pflege der Webseite werden intern vom Büro erledigt. Benjamin Frei wurde im März 2014 in den Vorstand gewählt und ist seither für die LSCV-Aktionen in der Deutschschweiz verantwortlich.

Maja Schmid hat neben ihrem Amt als Kassierin eine vergütete 100-Prozent-Stelle als Sekretärin der LSCV inne. Sie verfügt über hervorragende Sprachkenntnisse in Französisch, Deutsch und Englisch sowie über Grundkenntnisse in Italienisch und beantwortet täglich zahlreiche Anrufe, Briefe und E-Mails in drei Sprachen. Sie ist für die administrativen Arbeiten, die Erfassung neuer Mitglieder, den Zahlungsverkehr und weitere wichtige Aufgaben zuständig, die ein gutes Funktionieren der LSCV garantieren. Das LSCV-Büro bearbeitet jedes Jahr Tausende von Briefen und E-Mails. Dabei kann es leider passieren, dass ein E-Mail aus Versehen im Spam-Ordner landet oder unbeantwortet bleibt. Melden Sie sich bitte bei uns, wenn Sie vergeblich auf Antwort warten. Wir tun unser Bestes, um Ihre Schreiben so schnell wie möglich zu beantworten.

Ein neuer Mitarbeiter

Seit dem 1.Juli 2014 arbeitet Dr. med. vet. André Ménache mit einem 30-Prozent-Pensum für das LSCV-Büro. André Ménache hat hierfür seinen Wohnsitz von Grossbritannien nach Genf verlegt. Neben seinem Einsatz für andere Organisationen ist er bereits seit 2012 als wissenschaftlicher Berater im Auftragsverhältnis für die LSCV tätig. Die zusätzlichen Stellenprozente waren angesichts der grossen und ständig wachsenden Zahl wissenschaftlicher und anderer Dossiers, die es zu untersuchen oder zu initiieren gilt, unabdingbar.



Generalversammlung und Vorstand

Die LSCV-Generalversammlung 2014 fand am Nachmittag des 5. Aprils statt. Der Zentralvorstand kam am Vormittag desselben Tages sowie am 15. November zusammen. Die wichtigsten Traktanden waren die Weiterführung der jährlichen finanziellen Unterstützung für Tierheime und Kastrationskampagnen, die Finanzierung von neuen Ersatzmethoden, die Weiterführung der laufenden Aktionen, die Organisation der Anti-Pelz-Plakatkampagne sowie die in der Deutschschweiz laufenden Demonstrationen gegen Tiere im Zirkus und gegen die Versuchsauffenttranspote durch Air France-KLM.

Am 31. Dezember nahm der Vorstand mit grossem Bedauern den Rücktritt des Präsidenten Max Moret entgegen, der sein Amt aus gesundheitlichen Gründen niederlegen musste. Der Vorstand setzt sich gegenwärtig aus den folgenden Personen zusammen: Vizepräsident: Luc Fournier, Kassierin: Maja Schmid, Vorstandssekretärin: Laurianne Parent, Vorstandsmitglieder: Sylvie Benoît, Damiann Clerc, Paul Ecoffey, Benjamin Frei, Suzann Karagöz, Michèle Loisel.

Mitglieder

2014 konnte die LSCV 345 neue Mitglieder verzeichnen. Wir heissen diese ganz herzlich willkommen und danken ihnen für ihre Unterstützung. 290 Mitglieder mussten wegen nicht gemeldeter Adressänderungen aus der Adressliste entfernt werden. Wenn uns die Post zwei Zeitungen nacheinander zurücksendet, weil eine Adresse unbekannt ist, löschen wir diese Adresse aus unserer Liste, um unnötige Kosten zu vermeiden. Denken Sie bitte daran, uns Ihre Adressänderungen zu melden. Wenn Sie längere Zeit nichts mehr von uns hören, dann kann das eventuell daran liegen, dass die Zustellung der Zeitung nicht klappt. Melden Sie sich bitte beim Sekretariat, wenn Sie keine Post von uns mehr erhalten.

Unsere Buchhaltung wird jedes Jahr von einem Treuhänder überprüft. Die LSCV ist steuerbefreit. In diesem Zusammenhang weisen wir Sie darauf hin, dass Sie gemäss dem in Ihrem Kanton geltenden Gesetz (im Allgemeinen) sämtliche Spenden an die Liga, deren Betrag CHF 100.- übersteigen, von den Steuern abziehen können. Um die Abzugsmodalitäten zu erfahren, kontaktieren Sie am besten Ihre Steuerverwaltung.

Buchhaltung

Der Gesamtbetrag der eingegangenen Spenden lag leicht unter demjenigen des Vorjahres. Trotzdem ergibt der Jahresabschluss einen Einnahmenüberschuss von 953'771.45 Franken. Der Grund dafür ist ein grösseres Legat, das die LSCV 2014 erhalten hat. Wie wir jedes Jahr wieder feststellen, sind Vermächtnisse nach wie vor die wichtigste Finanzierungsquelle der LSCV. Diese Tatsache ermöglicht uns, den jährlichen Mindestbeitrag mit 15 Franken sehr tief zu halten.

Finanzen

25 Jahre Präsidentschaft: Danke, Max!

Er setzt sich seit Jahrzehnten aktiv für die LSCV ein und präsidierte sie ohne Unterbruch seit 1989. Nun muss Max Moret seine Tätigkeit leider aus gesundheitlichen Gründen niederlegen. Er ist per 31. Dezember 2014 aus dem LSCV-Vorstand und von seinem Präsidentenamt zurückgetreten.

Max Moret hat die LSCV in ihren bedeutendsten Phasen begleitet. Die 1883 unter dem Namen Genfer Liga gegen Vivisektion gegründete kantonale Organisation weitete ihre Aktivitäten nach und nach auf alle Schweizer Kantone aus. 1978 verabschiedete die Generalversammlung schliesslich die neuen Statuten des nationalen Vereins, der von da an die Allgemeine Erklärung der Tierrechte (UDAR) anerkannte und seine Aktivitäten unter dem heutigen Namen *Schweizer Liga gegen Vivisektion und für die Rechte des Tieres* (LSCV) weiterführte.

In den 1980er-Jahren beteiligte sich Max Moret aktiv an den LSCV-Abstimmungskampagnen gegen Tierversuche. Die drei Initiativen gegen Tierversuche von 1985, 1992 und 1993 wurden vom Volk abgelehnt. Doch die damit verbundenen Enthüllungen des Missbrauchs und der Qual der Tiere in den Labors führten dazu, dass das Bundesparlament die Tierschutzgesetzgebung anpasste, um eine bessere und striktere Umsetzung der Bestimmungen zu ermöglichen.

1992 lief der Mietvertrag der LSCV-Büros in Chêne-Bourg aus und die Liga musste weiterziehen. Der in Biel tagende Zentralvorstand beschloss, eine Immobilie in der Genfer Gemeinde Thônex zu erwerben. Max Moret war es, der 1993 den Umzug des LSCV-Büros in die neuen, bis heute genutzten Räumlichkeiten organisierte. Die Generalversammlung verankerte den neuen LSCV-Sitz in den Statuten und knüpfte einen allfälligen Verkauf an die Bedingung, dass dafür eine andere Immobilie für das Büro und das Sekretariat erworben werden muss.

Die LSCV führte ihr Engagement gegen Tierversuche fort und unterstützte gleichzeitig den Einsatz von tierversuchsfreien Ersatzmethoden. So werden Spitalern seit Ende der 1990er-Jahre auf Anfrage Geräte zur Verfügung gestellt, die anstelle von Schweinen in der Chirurgenausbildung eingesetzt werden. Dadurch wurden bereits Hunderte Schweine gerettet. Auch die Entwicklung neuer Forschungsmethoden wird finanziert. Tausende von Nagetierversuchen in Universitäten und Pharmaunternehmen konnten so ersetzt werden.

In den letzten Jahren hat Max Moret seine Aktivitäten nach und nach reduziert. Er hat sich aber noch jeden Morgen ins LSCV-Büro begeben, wo er sich um die laufenden Geschäfte kümmerte. Und er blieb uns eine unerschütterliche moralische Stütze und ein wertvoller Berater.

Am 31. Dezember 2014 musste er im Alter von 81 Jahren aus gesundheitlichen Gründen aus dem Vorstand und von seinem Präsidentenamt zurücktreten. Wir wünschen ihm gute Besserung und danken ihm von ganzem Herzen für die vielen Jahre, in denen er sich mit grossem Engagement der LSCV, dem Kampf gegen die Tierversuche und der Verbesserung des Tierschutzes gewidmet hat.

Der Vorstand



ECEAE



Europäische Koalition zur Beendigung von Tierversuchen

Maja Schmid vertrat die LSCV an den zwei jährlichen ECEAE-Treffen, die vom 19. bis 21. März in Rom und vom 5. bis 7. November in London stattfanden.



Diskutiert wurden unter anderem Lobbying-Aktionen und die ziemlich vorteilhafte Entwicklung in Sachen Tierversuche für Kosmetika in Asien. So hat China die Tierversuchspflicht für Kosmetikprodukte gelockert und Vietnam plant ein Verbot von Tierversuchen für Kosmetika. Weitere Traktanden waren die im Rahmen des REACH-Programms erfolgten Einsprachen gegen Tierversuche, mit denen bereits 18'000 Tiere gerettet werden konnten, sowie die Aktionen gegen den Versuchsaffenexport von der Insel Mauritius. Die Botox-Aktionen tragen bereits Früchte. Nach Allergan, die als erste Herstellerfirma auf Tierversuche verzichtete, haben nun auch Merz und Ipsen ein Dossier für den Einsatz einer In-vitro-Ersatzmethode zur Validierung eingereicht.



Ende 2014 umfasste die ECEAE 20 Mitgliedsorganisationen aus 18 europäischen Ländern. Nebst dem Interesse, unsere Kräfte zu vereinen, um uns mehr Gehör zu verschaffen, stellen die Sitzungen der ECEAE auch eine Gelegenheit dar, zwischen unseren Organisationen bereichernde Verbindungen zu schaffen. Da Streitigkeiten und Konkurrenz zwischen den Tierschutzorganisationen oftmals die Regel darstellen, ist die Tatsache an sich sehr ermutigend, dass 20 Organisationen für gemeinsame Ziele gewonnen werden konnten.

Kommissionen

Das landesweite Aktionsfeld der LSCV gibt uns die Möglichkeit, Kandidaten für gewisse eidgenössische und kantonale Kommissionen vorzuschlagen, insbesondere im Kanton Genf, wo die LSCV ihren Sitz hat.

Luc Fournier vertritt die LSCV seit 2002 in der Genfer und Daniel Favre seit 2009 in der Waadtländer Aufsichtskommission für Tierversuche.

Im Juni 2014 konnte André Ménache endlich als zweiter LSCV-Vertreter in der Genfer Kommission Einsitz nehmen. Seine Kandidatur wurde zuerst verhindert, nachdem die Universität Genf sich beim Genfer Staatsrat darüber beklagt hatte. Die LSCV reichte die Kandidatur erneut ein, und nach einigen Diskussionen und Stellungnahmen berief der zuständige Staatsrat Mauro Poggia schliesslich André Ménache in die Kommission.

Luc Fournier nahm am 10. April in Bern und André Ménache am 8. Oktober in Zürich an der Sitzung der KTT (Konferenz der Tierschutzdelegierten der kantonalen Tierversuchskommissionen) teil. Diese umfasst die aktiven Tierschutzmitglieder, die den Kommissionen der Kantone Basel, Zürich, Bern, Waadt, Genf und Freiburg angehören. Die Sitzungen bieten auch die Gelegenheit, um über Dossiers oder Probleme in den kantonalen Kommissionen zu sprechen, in denen die Tierschutzvertreter stets einer Minderheit angehören, und Kontakte zu Mitgliedern anderer Organisationen in der Schweiz zu knüpfen.

Im Juni ist Luc Fournier nach acht Jahren aus der Genfer Kommission für Biodiversität und der Genfer Kommission für Fauna ausgeschieden. Letztere wurde für die Umsetzung des 1974 eingeführten kantonalen Jagdverbots eingesetzt. Doch der Unterbruch der Tätigkeit in diesem Bereich war nur von kurzer Dauer, denn nach der Wahl des neuen Umweltdirektors, Staatsrat Luc Barthassat, soll die Jagd im Kanton Genf wieder eingeführt werden. Die LSCV und die wichtigsten Genfer Tierschutzorganisationen setzen sich seit November gegen dieses Projekt ein. Luc Fournier nahm am 11. Dezember gemeinsam mit Valérie Dérivaz, der Präsidentin von SOS Chats, an einem ersten Treffen mit dem zuständigen Department teil. Weitere Gespräche werden 2015 folgen.



BLV

Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und Veterinärwesen

Mehrmals intervenierte die LSCV beim BLV, dem zuständigen Bundesamt für die Umsetzung der Tierschutzgesetzgebung, unter anderem zu den folgenden Themen:

Fehlende Kontrolle von Händlern und Läden, die Pelzprodukte verkaufen



Nach Einführung der neuen Pelzdeklarationsverordnung am 1. März, welche die Pelzhändler verpflichtet, die Tierart, die geografische Herkunft und die Gewinnungsart auf den Produktetiketten anzugeben, kritisierte die LSCV die geringen Mittel, die das BLV für die Durchführung der Kontrollen einsetzt. Der erste Bericht, den das Bundesamt im Oktober veröffentlichte, bestätigt die fehlende Wirksamkeit der Kontrollen, wurden doch von 600 vorgesehenen Überprüfungen nur gerade 48 ausgeführt. Nach dem Appell der LSCV hofft das BLV nun, seine Aufsichtsfunktion 2015 besser wahrnehmen zu können.

Fistelkühe



Am 6. Februar strahlte das Westschweizer Fernsehen eine Reportage über die sogenannten fistulierten Kühe am Freiburger Standort der eidgenössischen Forschungsanstalt Agroscope aus. Nachdem die LSCV in der Folge Kontakt zu verschiedenen Journalisten aufgenommen hatte, setzte sie sich gegen den Einsatz solcher Fistelkühe ein. Diesen wird eine Fistel – eine Art Bullauge am Bauch – angebracht, über die Futterproben aus einem der Mägen entnommen werden können. Die Antwort des BLV: Da die Versuche bereits bewilligt wurden, ist das Dossier geschlossen. Die LSCV hingegen hat ihr Dossier hierzu noch nicht geschlossen ...

Vernehmlassung zur neuen eidgenössischen Tierzuchtverordnung

Im Juli reichte die LSCV ihre Stellungnahme zur Vorlage für die neue Tierzuchtverordnung ein, die das Eidgenössische Departement des Innern vom 28. April bis zum 28. Juli zur Vernehmlassung ausgeschrieben hatte.

Unterstützung von tierversuchsfreien Methoden



Projekte

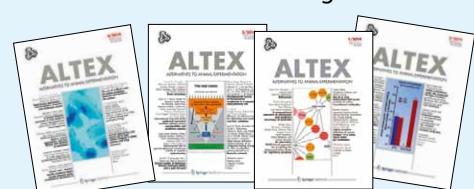
Zu den von der LSCV unterstützten Projekten gehört die Entwicklung eines dreidimensionalen, auf menschlichen Zellen basierenden In-vitro-Modells, die kurz vor dem Abschluss steht. Mit dem Modell können unter anderem die Wirksamkeit und die Toxizität von neuen Medikamenten zur Behandlung von Lungenkrebs getestet werden. Obwohl seit über 30 Jahren Tierversuche durchgeführt werden, fand man bisher kein wirksames Therapeutikum gegen diese Krebserkrankung, an der jedes Jahr mehr als eine Millionen Menschen sterben. Das Modell wird zu 100 Prozent aus menschlichen Tumorzellen hergestellt und liefert so für Krebspatienten repräsentative Informationen. Im Dezember wurden die ersten wissenschaftlichen Daten des Modells erstmals zur Überprüfung im Hinblick auf eine wissenschaftliche Publikation unterbreitet.

InterNICHE

Auch 2014 unterstützte die LSCV wieder das internationale Netzwerk InterNICHE, das auf den Ersatz von Tieren für Ausbildungszwecke hinwirkt. Ein Bericht über die von der LSCV mitfinanzierten Tätigkeiten von InterNICHE wird in der nächsten Zeitung veröffentlicht.

Lehrstuhl für Alternativmethoden an der Universität Genf

Um die Schaffung dieses 2009 eingerichteten Lehrstuhls zu ermöglichen, hat sich die LSCV während fünf Jahren an dessen Finanzierung beteiligt. Der Finanzierungsvertrag lief im März 2014 aus und es wäre nun an der Universität gewesen, ihn auf eigene Kosten weiterzuführen. Doch das tat sie nicht. Die Universität, die sich einen Deut um den Ersatz von Tierversuchen in der Forschung schert, hat den Lehrstuhl einfach aufgehoben.



Zeitschrift ALTEX

ALTEX ist die wichtigste wissenschaftliche Zeitschrift, die über Alternativmethoden berichtet. Sie erscheint auf Englisch und Deutsch und kann weltweit in Papierform oder elektronischer Version abonniert werden. Daniel Favre gehört seit der Gründung von ALTEX Edition Ende 2006 dem Vorstand an.



Frankreich – Verwendung von Tieren für die Ausbildung

Am 22. Oktober trafen sich im LSCV-Büro mehrere Vorstandsmitglieder mit Marie Berger von der Vereinigung Oïkos Kaï Bios und Nick Jukes von InterNiche. Ziel des Treffens war, Bilanz über den Stand der neuen Ersatzmethoden für Unterrichtszwecke zu ziehen. Die LSCV arbeitet seit 2011 mit Oïkos Kaï Bios zusammen, um Gymnasien und Mittelschulen im französischen Département Savoie Alternativen für Sezierübungen anzubieten. Leider ist es schwer, die Schulleitungen zu einem Umdenken zu bewegen.

Unterstützung von Studierenden

Die Liga empfing in ihren Büros verschiedene Studierende, die eine Arbeit zum Thema Tierversuche schreiben möchten. Das Büro beantwortete auch verschiedene Anfragen und Fragebögen, die Studierende oder Jugendliche in der Ausbildung einreichten.

Diverse Aktionen

Freiburg: Strafanzeige der LSCV gegen Freiburger Behörden und Eröffnung von Buchhandlung und Café «Happy Books»

Der Strafantrag und die Strafanzeige der LSCV gegen das Amt für Veterinärwesen des Kantons Freiburg (LSVW) wurden am 12. März vom Generalstaatsanwalt und am 30. April von der strafrechtlichen Abteilung des Kantonsgespräch abgewiesen. Diese Entscheide sind äusserst bedauerlich und zeigen, dass die Tage der laxen oder un seriösen behördlichen Durchsetzung der Gesetzgebung leider noch nicht gezählt sind. Dennoch bereuen wir nicht, das Verfahren angestoßen zu haben. Die Hände in den Schoss legen und ange-sichts von Gesetzesverstößen resignieren, ist keine Option.

Am 28. März beschloss der Grosser Rat, unsere Petition «Für eine wahre Kontrolle der Tierversuche in Freiburg» ad acta zu legen. Auch diese Entscheidung war keine Überraschung. Sie spornt uns nur weiter an, unsere Aktivitäten im Kanton Freiburg fortzuführen, denn es gibt hier noch viel zu tun.

Im April konnten wir unsere Bibliothek im Stadtzentrum von Freiburg eröffnen. Sie soll zur besseren Information der Öffentlichkeit über den Tierschutz beitragen. Als im September der Mieter der angrenzenden Räumlichkeiten auszog, bot sich eine Vergrösserung unseres Angebots an. Wir beantragten ein Patent zum Verkauf von veganen Getränken und Speisen und bauten die Räumlichkeiten zu einem Begegnungsort und einem Treffpunkt für den Austausch über Tierrechte, Gesundheit und vegane Ernährung aus. Am 1. November konnten die neuen Räume für die Buchhandlung «Happy Books» mit integriertem Café bezogen werden. Wir traten mit verschiedenen



Auslieferern und Verlagen in Kontakt, über die wir unsere Bücher beziehen, so etwa die wundervolle vegane Reihe «Collection V» der Éditions l'Âge d'Homme. Die Bewilligungsverfahren für das Café waren bis Ende 2014 noch nicht ganz abgeschlossen. Die Eröffnung ist für Anfang 2015 geplant.

Zürich: Aktionen gegen Primatenversuche

Nachdem die Medien im September von neuen Primatenversuchen an der Universität und der ETH Zürich berichtet hatten, organisierte Benjamin Frei zusammen mit der AG STG und der Aktionsgemeinschaft für Tier, Mensch und Umwelt (AGMTU) mehrere Aktionen und Demonstrationen vor der Universität Zürich. In Zusammenarbeit mit den Tierschutzorganisationen ATRA und AG STG wurde die Online-Petition «Stoppt Experimente an Primaten!» gestartet (Unterschriften können noch bis 15. Oktober 2015 gesammelt werden). Zudem



wurden Protestmail-Aktionen an die Adresse der Universität und der Wissenschaftler organisiert. Nach der Demonstration am 21. September wurde Benjamin Frei von der Kommunikationsstelle und dem Dekan der zuständigen Fakultät der Universität Zürich zu einem Gespräch eingeladen. Am 14. November nahmen Maja Schmid und zwei Mitglieder der AG STG an einem zweiten Gespräch teil. Mit Lobbyarbeit bei Zürcher Politikern wurde darauf hingewirkt, dass die Primatenversuche abgelehnt und die nächsten Aktionen unterstützt werden.



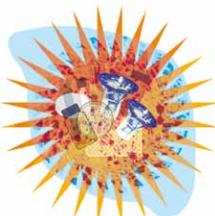
Neuenburg: Aktionen für eine bessere Kontrolle der Tierversuche

Seit Jahren wehrt sich das Neuenburger Amt für Konsumentenschutz und Veterinärwesen SCAV dagegen, dass die im Kanton durchgeführten Tierversuche von der Waadtländer Kommission, der auch die LSCV angehört, durchgeführt werden. Nicht nur, dass die Weigerung des SCAV eidgenössischem Recht widerspricht, es zeigte sich auch, dass das Amt die gesetzlich geforderte Mindestanzahl von

Kontrollen nicht durchgeführt hat. Die LSCV intervenierte beim zuständigen Staatsrat Laurent Favre. Der Schriftwechsel, der zunächst wenig Hoffnung aufkommen liess, endete schliesslich mit der Zusicherung, dass die Waadtländer Kommission demnächst an den Kontrollen beteiligt würde. Sollte dies nicht geschehen, wird die LSCV rechtlich gegen die zuständige Behörde vorgehen.

Genf: Aktionen gegen Tierversuche und für die Entwicklung von Ersatzmethoden

Nach der Kampagne gegen die geplanten Tierversuche im Campus Biotech, die Ende 2013 stattfand, wurde die Lobbyarbeit in den folgenden Monaten fortgeführt.



André Ménache nahm am 30. April vor vollen Rängen an der öffentlichen Diskussionsveranstaltung «Versuche in der Forschung: Tiermodell oder Alternativmethoden?» teil, die von



Studierenden der Universität Genf organisiert wurde. Gleichzeitig reichten mehrere Genfer Grossräte die Motion «Universität Genf: Förderung der Entwicklung von tierversuchsfreien Alternativmethoden» ein. Daniel Favre nahm am 19. Juni auf Einladung der Tageszeitung Tribune de Genève an einer zweiten öffentlichen Diskussion teil.

Am 2. Juli reichte die LSCV die 5105 Unterschriften für die Petition zum Campus Biotech ein, und am 29. September wurde Luc Fournier von der Petitionskommission des Genfer Grossen Rates zu einer Anhörung geladen.



Aktionen gegen Tiere im Zirkus

Von April bis Dezember war die LSCV an 95 Demonstrationen vor den Zirkussen Knie, Nock und Royal in den Kantonen Basel, Aargau, Bern, Luzern und Solothurn beteiligt.



Vom 26. Dezember 2014 bis 11. Januar 2015 fanden zu dem 13 Demonstrationen vor dem Zirkus Montana im deutschen Lörrach, nahe Basel, statt. Benjamin Frei organisierte die Demonstrationen für die LSCV. Mehrere der Kundgebungen wurden in Zusammenarbeit mit der Tierrechtsgruppe Basel (TRB BS), Tier-im-Fokus (TiF) und der AGTMU organisiert.

Anti-Pelz-Aktion

Im Oktober und November 2014 lief in Zürcher, Genfer und Freiburger Kinos sowie im Deutschschweizer Fernsehen die Werbespot-Kampagne «Stopp Pelz! Kein Tierleid für die Mode», die gemeinsam von der LSCV und der Stiftung Pro Tier durchgeführt wurde. Es wurde ein neuer Flyer auf Französisch und Deutsch herausgegeben, und in Luzern, Genf, Biel und weiteren Orten fanden Standaktionen gegen das Pelztragen statt.



Aktion gegen Versuchsaffentransporte durch Air France-KLM

Die LSCV beteiligt sich an der europäischen Kampagne «Stop Vivisection» gegen Air France-KLM. Dafür werden regelmässig Demonstrationen an Flughäfen und vor Air-France-Agenturen in ganz Europa organisiert. Benjamin Frei hat gemeinsam mit der TRB BS acht Demonstrationen am Flughafen Basel-Mulhouse organisiert und zusammen mit der Tierrechtsgruppe Zürich (TRB ZH) eine weitere am Flughafen Zürich. Jedes Mal haben Dutzende Demonstranten zum Erfolg der Kundgebungen beigetragen.



Weitere Stände und Kundgebungen

In Zusammenarbeit mit der AG STG organisierte die LSCV einen Einsatz von Aktivisten im deutschen Tübingen, wo eine Demonstration gegen die Primatenversuche am Max-Planck-Institut veranstaltet wurde. Am 24. April, dem Internationalen Tag zur Abschaffung der Tierversuche, fanden Standaktionen in Basel-Stadt und Genf statt.





Nicht an Tieren getestete Hunde- und Katzenfahrung

Céline Falconnier, die für diesen Bereich verantwortlich war, musste ihre Tätigkeit Anfang Jahr leider aus beruflichen Gründen aufgeben. Das im April lancierte Projekt für den Vertrieb von tierversuchsfreier Hunde- und Katzenfahrung musste deshalb auf Eis gelegt werden, bis Ersatz gefunden wurde. Schliesslich konnte Michèle Perroud für die Betreuung dieses Bereichs gewonnen werden. Dank ihrer Arbeit konnte die Liste aktualisiert und um mehrere Marken erweitert werden. Auch die Arbeit am Vertriebsprojekt wird wieder aufgenommen. Informationen zu nicht an Tieren getesteten Produkten können beim LSCV-Büro oder per E-Mail an petfood@lscv.ch angefordert werden.



LSCV-Zeitung und Inserate

Wie jedes Jahr hat die Liga ihre Mitglieder in vier Ausgaben der LSCV-Zeitung über die laufenden Aktionen informiert.

Mehrere Inserate wurden in Beilagen von Zeitungen und Magazinen wie *L'Hebdo*, *Le Temps*, *Le Courier* und *L'Agefi* veröffentlicht. Wir konnten zudem in den Zeitschriften *Elle* und *Paris Match* vergünstigte Inserate gegen Tierversuche und Pelze veröffentlichen. Vom 14. November 2014 bis 15. Januar 2015 wurden in den BLS-Bahnhöfen Anti-Pelz-Plakate im Format F12 ausgehängt.



Website www.lscv.ch

Die LSCV-Website verzeichnete 2014 insgesamt 180'000 Besucher. Das sind durchschnittlich 500 Besucher pro Tag und somit täglich 100 Besucher mehr als im Vorjahr. Die am häufigsten besuchten Seiten waren diejenigen zur tierversuchsfreien Tiernahrung und zu tierversuchsfreien Kosmetika.

Facebook und Twitter

Unser Twitter-Account auf Deutsch und unsere zwei Facebook-Seiten auf Französisch und Deutsch sind ein Erfolg. Sie ermöglichen uns, schnell über aktuelle Ereignisse, Aktionen und Stände zu informieren oder neue Informationen zum Tierschutz rasch weiterzugeben.

Newsletter

Es wurden mehrere Newsletter zu regionalen Aktualitäten verschickt. Die Newsletter können über das entsprechende Kontaktformular auf unserer Website abonniert werden.

Karten-Mailing

Wie jedes Jahr machte die LSCV ihre Tätigkeit über drei adressierte Karten-Mailings bekannt: Im Februar wurden 70'000 Exemplare, im Juni und September je 30'000 Exemplare versendet.



Unterstützung von Tierheimen in Not und Kastrationskampagnen

Die Liga unterstützt jedes Jahr rund zwanzig Tierheime oder Tierpflegezentren und finanziert Kampagnen zur Kastration und Sterilisierung streunender Katzen. Im Jahr 2014 belief sich der für solche Aktionen verwendete Betrag auf CHF 102'825.56 darunter CHF 42'575.56 für Kastrationskampagnen und die Übernahme von Veterinärkosten.



All diese Hilfen werden gewährt, nachdem jeder Fall einzeln geprüft wurde und eine Mehrheit der Vorstandsmitglieder der Finanzierung zugestimmt hat. Unterstützung erhalten vor allem Tierheime, die uns seit langem bekannt sind und bei denen die Liga sicher ist, dass die Spenden gute Verwendung finden. Suzann Karagöz kümmert sich seit vielen Jahren auch um die Kampagne zur Sterilisierung und Kastration streunender Katzen im Kanton Genf. Die Tiere werden kastriert und am Ohr gekennzeichnet, bevor sie an ihrem Fundort wieder freigelassen und anschliessend regelmässig ernährt werden. Indem an einem bestimmten Ort eine stabile Population wilder Katzen gehalten wird, versucht man, deren starke Vermehrung, die Euthanasie oder den Abschuss der Tiere, wie es Jagdhüter oder private Jäger in zahlreichen Kantonen praktizieren, zu verhindern. Nebst dem Kanton Genf betrifft die Unterstützung, welche die Liga für Sterilisierungskampagnen gewährt, hauptsächlich die Kantone Neuenburg, Tessin und Wallis. Seit einigen Jahren beteiligt sich die LSCV nicht mehr an der Finanzierung von Tierheimen oder Kastrations- und Sterilisationskampagnen im Ausland, da es sich als fast unmöglich erwiesen hat, die Projekte zu überwachen.

Schlussfolgerungen

Ein weiteres Jahr ist vergangen, in dem wir dank Ihrer Hilfe zahlreiche Aktionen organisieren konnten. Wir danken Ihnen allen ganz herzlich für Ihre anhaltende Unterstützung! Die LSCV ist auf das Engagement ihrer 10'000 Mitglieder angewiesen. Zögern Sie nicht, sich bei uns zu melden, wenn Sie sich noch aktiver an unserer Seite einbringen wollen. Tausend Dank Ihnen allen.

Luc Fournier, Vizepräsident



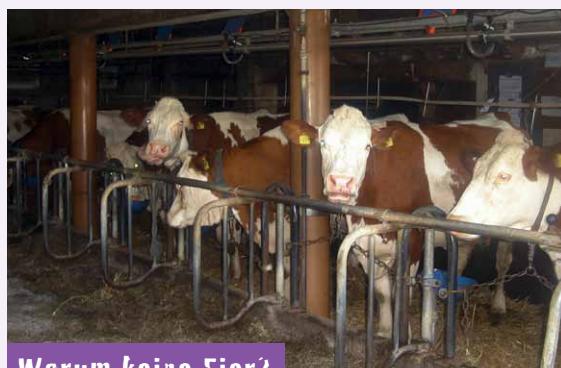
Vegan vermindert Tierleid, ist gesund und schont die Umwelt. Zudem ist es ethisch nicht mehr vertretbar Tiere zu töten, obwohl wir genügend pflanzliche Alternativen haben.

Warum kein Fleisch?

Humanes Töten gibt es schlicht nicht. Mit der Schlachtung für den Konsum nehmen wir einem Tier das wertvollste: Das Leben.

Warum keine Milch?

Damit eine Kuh Milch gibt, muss sie ein Junges gebären. Damit der Mensch die ganze Milch nutzen kann, wird der Mutter deshalb das Kalb kurz nach der Geburt entrissen. Danach wird es gemästet und anschliessend getötet. Die Milchkuh wird wieder künstlich befruchtet um jährlich zu kalbern und laufend Milch zu produzieren.



Weil die männlichen Hühner keine Eier legen, werden sie alle nach der Geburt vergast oder lebendig zermalmt.

Wie?

Alle Infos zum veganen Lebensstil auf:
govegan.ch

3000 Beagle definitiv vor europäischen Versuchslabors gerettet

28. April 2012 – Ein riesiges Aufgebot von mehr als 1000 Demonstranten protestiert vor der Beagle-Zuchtstation Green Hill im norditalienischen Montichiari. Obwohl die Polizei vor Ort ist, gelingt es mehreren Aktivisten, in den Zuchtbetrieb einzudringen und eine Zuchthündin sowie rund 30 Welpen über die Abschrankungen nach draussen zu reichen und sie so zu befreien.



Gericht von Bresica verurteilt drei Verantwortliche von Green Hill

23. Januar 2015 – Das zuständige Gericht in Bresica verurteilt den Geschäftsführer, den Direktor und den betriebseigenen Tierarzt von Green Hill zu Haftstrafen von 12 bis 18 Monaten und belegt sie mit einem zweijährigen Berufsverbot. Unter anderem werden sie wegen Misshandlung und unnötiger Tötung von Tieren, unterlassener oder nicht artgerechter Versorgung und schlechter Tierhaltung verurteilt. Das Urteil bringt auch die lächerlichen Kontrollverfahren der Behörden zutage, die ihre Inspektionen jeweils im Voraus ankündigten. Endlich herrscht Gewissheit über das Schicksal der 3000 Beagle aus Green Hill: Sie dürfen definitiv bei den Familien bleiben, die sie aufgenommen haben.

Green Hill darf seinen Betrieb in Italien nicht mehr aufnehmen. Ein italienischer Gesetzeserlass vom März 2014 verbietet die Zucht von Hunden, Katzen und Primaten für Tierversuchszwecke endgültig.

Der erfreuliche Ausgang des Falls Green Hill ist auch das Resultat einer erfolgreichen Mobilisierung der Bevölkerung, die sich in zahlreichen Demonstrationen, Petitionen und anderen Aktionen engagierte. Aktionen, die manchmal aussichtlos oder nutzlos scheinen mögen.

Doch unser Engagement ist niemals nutzlos!

**Wir gratulieren den Organisationen
Lega Anti Vivisezione und Legambiente
zu ihren erfolgreichen Kampagnen.**

NEIN zur Erweiterung einer Zuchtstation für 1600 Primaten in Strassburg!



Petition Pro Anima – NEIN zum Ausbau des Primatenzentrums in Strassburg! NEIN zu 1600 Affen in Gefangenschaft! JA zur Schliessung des Zentrums!



Das 1978 in Strassburg eröffnete Primatenzentrum (Centre de Primatologie, CdP) wird heute von der Forschungsplattform Silabe verwaltet. Es verfügt über eine der grössten Primatenhaltungen in Europa. Das CdP hält heute rund ein Dutzend verschiedene Affenarten, insgesamt 600 bis 800 Tiere. Am besten geht es noch den Affen, die in Gruppen in den Aussenanlagen leben, wo Biologen und Ethnologen aus der ganzen Welt Verhaltensstudien an ihnen durchführen. Alle anderen verbringen ihr Leben in Käfigen mit kleinen Aussengehegen. Noch viel unerfreulicher aber ist ihre Zukunft, denn sie sind für die Versuchslabors von Pharmaunternehmen wie Hoffmann-La Roche, Servier, Covance, Novartis oder deren Tochterfirma Sandoz bestimmt.

1997 verhinderte der damalige französische Minister für Bildung und Forschung, Claude Allègre, ein erstes Projekt des CdP-Direktors. Dabei ging es um den Bau eines zweiten Primatenzentrums im elsässischen Holtzheim. Doch Minister Allègre sprach sich stattdessen für die Förderung und Entwicklung von tierversuchsfreien In-vitro-Methoden aus.

Im Jahr 2013 änderte sich die politische Ausrichtung. Die Direktion für Bevölkerungsschutz (DDPP) des Département Bas-Rhin befürwortete am 25. Oktober 2013 einen Neubau am Zentrumsstandort. Das Bauprojekt umfasst unter anderem ein in verschiedene Abteilungen gegliedertes «Lagerhaus» mit Platz für 500 Primaten sowie eine Quarantänestation mit fünf Räumen zu je 18 Boxen. Zudem soll eine neue Primatenart aus der Familie der Krallenaffen in die Tierhaltung aufgenommen werden. Deshalb forderte das DDPP das Zentrum auf, eine neue Betriebsbewilligung zu beantragen.

Das Département erteilte die Bewilligung schliesslich im Juli 2014. Seither formiert sich die Gegnerschaft mit dem Ziel, den Aktivitäten des CdP ein Ende zu setzen. Ihre Botschaft ist klar: Die biomedizinische Forschung an Primaten hat bisher Hunderte Millionen Euro verschlungen, aber kaum Ergebnisse für die menschliche Gesundheit hervorgebracht. Ein Beispiel für die kostspieligen und unnützen Versuche: Obwohl Schimpansen natürlicherweise immun gegen HIV sind, wurden zahlreiche HIV-Studien an diesen Tieren durchgeführt. Von den 85 HIV-Impfungen, die an Primaten erfolgreich getestet wurden, hat beim Menschen keine einzige funktioniert. Wir wollen, dass die Millionen Euro, die für den Ausbau des CdP vorgesehen sind, in die Entwicklung von neuen Forschungsmethoden investiert werden, die ethisch vertretbar und für die öffentliche Gesundheit relevant sind.

Bitte unterzeichnen und teilen Sie die Online-Petition von Pro Anima! - www.lscv.ch

Über das Primatenzentrum CdP

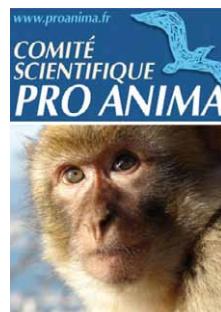
1978 gründete der Forscher Nicolas Herrenschmidt in Niederhausbergen bei Strassburg das Centre de primatologie (CdP) der Universität Louis Pasteur. Das Primatenzentrum wurde auf einer Fläche von 12 Hektar in einer ehemaligen militärischen Anlage, dem Fort Foch, erstellt.



Für 15 Millionen Francs wurden Hunderte Zuchttiere eingekauft: Lemuren aus Madagaskar, Paviane aus Nordafrika und Primaten wie Totenkopfaffen, Tamarine und Marmosetten aus Südamerika. Aber auch Primaten aus Asien oder Mauritius werden hier seither gezüchtet. Diese sind in der Forschung besonders beliebt, auch in Schweizer Labors. Man denke nur an die Rhesusaffen (Macaca mulatta) und Javaneraffen (Macaca fascicularis), die in der Basler Pharmaindustrie, an der ETH Zürich sowie an den Universitäten Zürich und Freiburg eingesetzt werden.

Seit seiner Gründung arbeitet das CdP «mit biomedizinischen Forschungsinstitutionen zusammen». Es versicherte ¹, die in seinen Statuten festgehaltenen «ganz klaren Bedingungen» einzuhalten. Diese würden «jede Handlung, die dem Tier Unbehagen oder Leid bereitet oder sein Leben gefährdet» untersagen. Eine heuchlerische Aussage, generiert doch das Zentrum seit seinen Anfängen einen grossen Teil der Einnahmen mit dem Verkauf von Affen an Pharma- und Hochschullabors, wo man die Tiere für langwierige und schmerzhafte Versuche einsetzt, etwa zur Erforschung von Infektionskrankheiten und neurodegenerativen Erkrankungen. Seit 2013 spricht das Zentrum offen von seinen Plänen, invasive Eingriffe an den Tieren vornehmen zu wollen, um seine Kunden mit frischen oder gefrorenen «biologischen Flüssigkeiten und Geweben» zu versorgen. Es möchte zudem eine «neue Technikplattform» entwickeln, «die Therapieversuche, kognitive Messungen und zerebrale Bildgebung für Pharmaunternehmen verbindet» ².

Heute wird das CdP, auch bekannt als «Primatenstation», von der Forschungsplattform Silabe (Simian Laboratory Europe) der Adueis (Association pour le développement des liens universités-entreprises dans les industries de santé) verwaltet. Es gehört zum EUPRIM-Net II Consortium, in dem neun europäische Primatenzentren zusammengeschlossen sind³.



1) http://lscv.ch/images/actions/petitions/2015/cdp_pro_anima_2007_plaquecentre_primatologie_Strasbourg.pdf

2) <http://www.celphedia.eu/fr/centers/primatologie-rousset#>

3) <http://www.euprim-net.eu/>

Sezieren von Fröschen und Mäusen in französischen Gymnasien und Mittelschulen endlich verboten

Obwohl in Frankreich das Sezieren von Mäusen und Fröschen in Gymnasien und Mittelschulen seit dem 1. Februar 2013 verboten ist, wird es im Biologieunterricht vieler Schulen immer noch praktiziert.

Darauf aufmerksam gemacht, verschickte das französische Ministerium für höhere Bildung und Forschung am 28. November 2014 ein Rundschreiben an die Rektoren, in dem es an das im Artikel R. 214-87 des französischen Code rural et de la pêche maritime verankerte

Verbot erinnert. Dieses umfasst Wirbeltiere, «die in der Absicht gezüchtet werden, ihre Organe oder Gewebe für wissenschaftliche Zwecke zu verwenden». Das Sezieren von tierischen Produkten aus Schlachthäusern ist weiterhin erlaubt.

Ein erster Sieg ist erreicht. Wir danken Oïkos Kai Bios und allen anderen französischen Organisationen, die sich bereits seit mehreren Jahren in diesem Bereich einsetzen und immer wieder schriftlich und telefonisch mit den Schulen in Kontakt treten.



Zürich – 25. April 2015

Gemeinsame Aktion: Zusammen gegen Tierversuche

Jedes Jahr werden in der Schweiz Experimente an Hunderttausenden von Tieren durchgeführt. Und das für eine Forschung, die für die Menschen kaum einen Nutzen bringt. Über 90 Prozent der Tierversuchsergebnisse sind nicht auf den Menschen übertragbar. Wir wollen eine innovative, zukunftsgerichtete und tierversuchsfreie medizinische Forschung. Für eine Wissenschaft ohne Tierversuche.

Geben auch Sie den Tieren Ihre Stimme und demonstrieren Sie mit uns. Infos : www.zugetive.ch

Mednat EXPO

Le salon des médecines naturelles et du bien-être
EXPO BEAULIEU LAUSANNE
DU 26 AU 29 MARS 2015



Die LSCV ist von Donnerstag, 26. März, bis Sonntag, 29. März 2015, an der MednatExpo vertreten. Die Messe für Naturheilkunde findet im Centre Beaulieu in Lausanne statt.

Wir hoffen, viele von Ihnen an unserem Standort im Ausstellungsbereich Agrobiorama in der Halle 7 begrüssen zu dürfen. An unserem Stand wird unter anderem eine grosse Bücherauswahl aus der LSCV-Buchhandlung «Happy Books» verfügbar sein. Darunter die wunderschöne vegane Reihe «Collection V» und viele weitere Bücher über Tierrechte, Gesundheit, Ernährung und Naturkosmetik.

Wir konnten Dr. Laurence Froidevaux für einen Vortrag zum Thema Ernährung und Gesundheit gewinnen. Sie spricht über die Vorteile einer veganen Ernährung. Wir danken ihr ganz besonders herzlich für ihre Bereitschaft und ihr grosses Engagement! Bitte merken Sie sich das Datum vor: Wir freuen uns auf Ihre zahlreiche Teilnahme am Vortrag, der am Samstag, 28 März, um 13 Uhr im Saal «Festival du Film vert» im Ausstellungsbereich Agrobiorama stattfindet.



Kurzporträt von Laurence Froidevaux: Einigen von Ihnen dürfte sie bereits aus der Zeitschrift Veg-Info der Schweizerischen Vereinigung für Vegetarismus Swissveg oder von ihrem Blog «Plantastique» bekannt sein. Laurence Froidevaux war immer schon fasziniert von Gesundheitsthemen und hat diese Leidenschaft als Chiropraktikerin zum Beruf gemacht. In ihren ersten Berufsjahren erkannte sie, dass physische Gesundheit auf zwei Hauptfaktoren beruht, die jeder selber steuern kann: Bewegung und Ernährung. Um ihr Wissen darüber zu erweitern, begann sie sich ab 2008 im Ernährungsbereich zu spezialisieren. Dabei stiess sie auf zahlreiche unabhängige Studien, die vegane Ernährung als optimale Grundlage für eine gute Gesundheit einschätzten. Sie verfolgte diesen Weg weiter und bildete sich bei internationalen Experten wie Dr. Campbell, Dr. McDougall und Dr. Popper in diesem Bereich weiter. Sie erkannte den ganzheitlichen Aspekt von Gesundheit und verstand, dass wahre Gesundheit nicht mit der Misshandlung von lebenden und fühlenden Wesen oder mit der Zerstörung des Planeten vereinbar ist.

<http://www.plantastique.com/>

Gratiseintritte für die MednatExpo

Die LSCV hat 20 Gratiseintritte für die Messe, die wir auf Anfrage und solange vorrätig sehr gerne an LSCV-Mitglieder weitergeben. Wenden Sie sich hierfür an Maja Schmid unter 022 349 73 37 oder admin@lscv.ch



Edito

Cari soci ed amici della Lega,

Siamo lieti di invitarvi alla nostra prossima Assemblea Generale che si terrà sabato 18 aprile 2015 alle ore 14.00. Con una novità quest'anno: l'AG non si svolgerà nei pressi della sede della LSCV a Ginevra ma presso la libreria della LSCV « Happy Books » nel centro di Friburgo, a qualche minuto a piedi dalla stazione. Poichè la creazione di questa libreria dedicata alla protezione degli animali ci sta particolarmente a cuore, è con grande piacere che vi accoglieremo in questo luogo ! Il piano di localizzazione e l'ordine del giorno si trovano in ultima pagina del giornale, ed i conti a pagina 38 e 39.

Dopo diversi decenni di militantismo di cui 25 anni trascorsi alla presidenza della LSCV, Max Moret ha deciso di ritirarsi per motivi di salute. La nostra prossima AG sarà pertanto l'occasione di nominare un nuovo Presidente. Conformemente all'art. 9, let. a dello Statuto della Lega, per essere eleggibile il Presidente deve essere stato membro del Comitato per almeno un anno.

A pagina 28 del presente numero, troverete anche una lista di firme relativa al referendum che abbiamo lanciato lo scorso 11 febbraio a Berna, contro la costruzione di nuovi stabulari per l'università di Berna.

Invitiamo tutti i nostri soci domiciliati nel cantone di Berna a firmare queste liste osservando le istruzioni. Altre liste con preaffrancatura possono essere ottenute presso il nostro ufficio. E per i nostri soci residenti in altri cantoni, non esitate a trasmettere queste liste a tutte le persone che possono firmarle.

Abbiamo quattro mesi per raccogliere 10'000 firme! E dobbiamo farcela! Grazie di cuore a tutte e tutti per il vostro sostegno.

La LSCV parteciperà per la prima volta al salone MEDNAT per le medicine naturali, presso il centro Beaulieu di Losanna dal 26 al 29 marzo 2015. Informazione per i nostri soci romandi: apportateci il vostro aiuto partecipando alla tenuta dello stand LSCV. Dobbiamo garantire una permanenza durante i 4 giorni del salone. E senza il vostro aiuto sarà difficile !

Ed infine speriamo di vedervi numerosi il 25 aprile prossimo a Zurigo, per un grande raduno organizzato dalla LSCV e dai nostri colleghi dell'AG STG, AGTMU e dell'ATRA.

In attesa di incontrarvi il 18 aprile prossimo per la nostra AG, vi inviamo i nostri saluti più calorosi saluti.

Il Comitato

BERNA

Lancio di un referendum contro l'estensione dei laboratori dell'Università !

20 gennaio 2015 : il Gran Consiglio bernese deve votare il credito di 141 milioni per la costruzione di un nuovo edificio per l'Università alla Murtenstrasse, per un costo complessivo di 154 milioni. Obiettivo: riunire in un unico sito diversi laboratori, disseminati a Berna, dell'Istituto di Medicina legale (IML) e del Dipartimento di ricerca clinica (DKF). Ma consultando il progetto si può anche osservare che tre livelli dell'edificio saranno dedicati ai laboratori e nuovi stabulari del DKF per le sue sperimentazioni animali. Il DKF estende addirittura i suoi locali su 3000 m² di superfici supplementari!

I giorni precedenti il voto, diverse manifestazioni sono state organizzate dalla LSCV e dalle organizzazioni GrünAlternative, GPB-DA e Tier im Fokus. Sono

stati stabiliti contatti con deputati per incitarli a respingere la domanda di credito. La petizione lanciata il 16 gennaio raccoglie 3'164 firme in tre giorni e viene depositata presso la segreteria del Gran Consiglio la vigilia del voto. 20 gennaio: il Gran Consiglio si pronuncia sul credito nell'ambito di un dibattito ridotto. Diversi deputati non hanno avuto diritto di prendere la parola ed è stata rifiutata una discussione sulla necessità di aumentare le superfici per la sperimentazione animale. Per finire il credito è stato concesso ad una grande maggioranza.

Mercoledì 11 febbraio : riunite per una conferenza stampa, le organizzazioni LSCV, GrünAlternative, GPB-DA, Tier im Fokus, AG STG e ATRA lanciano un referendum contro il credito di CHF 141 milioni votato dal Gran Consiglio bernese.

Abbiamo bisogno di voi! 10'000 firme devono essere raccolte entro il 1° maggio 2015 !

Contatto:
Benjamin Frei
b.frei@lscv.ch



www.stopptierversuebern.ch

IMPRESSUM Lega svizzera contro la vivisezione

Fondata nel 1883, la LSCV è un'associazione ai sensi dell'art.60 del codice civile. Persegue i seguenti obiettivi: Combattere con tutti i mezzi legali, fino alla sua abolizione totale, la pratica di esperimenti medici, scientifici, militari, industriali o commerciali sugli animali vivi (vivisezione). Far riconoscere ed incoraggiare finanziariamente la messa a punto e lo sviluppo di tutti i metodi scientifici sostitutivi ed alternativi alla sperimentazione animale. Il finanziamento della LSCV proviene esclusivamente da doni e lasciti. La LSCV non riceve alcun sussidio da parte dei poteri pubblici, motivo per cui gode di una totale indipendenza. Riconosciuta di pubblica utilità, la LSCV è esente da imposte ed i doni superiori a CHF 100.-che le sono rivolti, possono essere detratti fiscalmente. Conformemente all'articolo 19 dei suoi statuti, la LSCV non ha scopo di lucro ed i suoi averi possono essere utilizzati esclusivamente per il conseguimento degli obiettivi perseguiti.

Pubblicazione: Giornale trimestrale. Salvo diversa indicazione, gli articoli sono redatti dalla LSCV. **PAO e maquette :** LSCV **Tipografia:** Atar Roto Presse SA, su carta riciclata 60 gm² **Comitato di redazione:** LSCV **Indirizzo:** Chemin des Arcs-en-Ciel 3, Case postale 148, CH - 1226 Thônex / GE **T** 022 349 73 37 **F** 022 349 19 54 - admin@lscv.ch - www.lscv.ch **L'ufficio è aperto da lunedì a giovedì, dalle ore 9 alle ore 12 e dalle ore 14 alle ore 17; il venerdì dalle ore 9 alle ore 12.** **Quota annua dei Soci :** Minimo CHF 15.-- **CCP 12-2745-6** - IBAN CH38 0900 0000 1200 2745 6 - BIC POFICHBX

Perchè ancor più animali per sempre più sperimentazioni?

Nel documento n° 97215 del 6 gennaio 2015, la Direzione dei lavori pubblici, dei trasporti e dell'energia (TTE), spiega la necessità di aumentare le sperimentazioni animali « affinchè l'Università e l'Ospedale dell'Ile (Ospedale universitario) possano far fronte alla concorrenza nazionale ed internazionale per l'ottenimento di fondi ».

L'aumento degli esperimenti su animali e le sofferenze che saranno loro inflitte hanno come unico scopo dunque quello di essere più concorrenziali rispetto alle altre università ! Qual è l'etica dell'Università ? Quale empatia per queste migliaia di animali sottoposti ad esperimenti ? E quale guadagno per la salute pubblica ?

Argomentario del TTE per giustificare la costruzione di nuovi stabulari e laboratori di sperimentazioni animali :

1

« Per poter ridurre il numero di animali da laboratorio, è imperativo soddisfare i requisiti di igiene stipulati nelle norme di qualità internazionali (...) Per questo occorre disporre di superfici supplementari nelle vicinanze al tempo stesso dei locali già esistenti per la detenzione di animali e delle attività di ricerca clinica ».



Come dichiarato più volte dalla TTE per iscritto, l'Università non prevede di ridurre il numero di animali sperimentati bensì di aumentarlo ! L'argomento di una possibile riduzione di animali serve solo ad addormentare le critiche. « Il risparmio » di animali suggerito dalla creazione di superfici supplementari è un inganno. Le norme di qualità definiscono condizioni di igiene per escludere scappatoie sperimentali. Al contrario, è risaputo che più gli stabulari sono grandi e contengono molti animali, più numerose sono le cause di infezioni. I grandi stabulari delle università di Losanna, Ginevra, Basilea tra l'altro, sono infatti da numerosi virus e parassiti, che interferiscono con i risultati degli studi o che invalidano certi esperimenti, che devono essere nuovamente svolti a suon di quattrini.

Stando al rapporto del controllo federale delle finanze pubblicato nel 2009, il costo annuo medio di un centro che detiene 40'000 animali è di circa 10 milioni di franchi. Complessivamente, i centri di detenzione pubblici costerebbero ogni anno circa 80 milioni, di cui 70 direttamente a carico dei contribuenti.



2

« Il ricorso agli animali da laboratorio è rigorosamente disciplinato e sarà opportuno optare, ogni volta che sarà possibile, per soluzioni alternative. Lo sviluppo della ricerca tende tuttavia a far aumentare la domanda di animali da laboratorio ».

E' ridicolo sostenere di voler « optare, ogni volta che sarà possibile » per soluzioni alternative che non esistono, poichè la quasi totalità dei fondi pubblici è attribuita esclusivamente alla sperimentazione animale. Il motivo è semplice: gli scienziati che decidono della destinazione dei fondi eseguono loro stessi sperimentazioni animali e sostengono prioritariamente le proprie ricerche ! Le nostre alte scuole sperimentano ogni anno un numero crescente di animali. Per la prima volta nel 2013, le nostre università hanno utilizzato più animali delle ditte farmaceutiche !

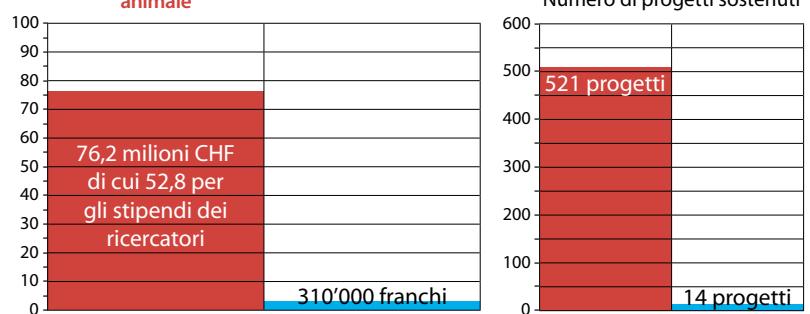
3

« La ricerca clinica (DKF) non potrebbe progredire né sul piano qualitativo né sul piano quantitativo, perché verrebbero a mancare progetti finanziati da contributi di terzi. Le sovvenzioni nazionali ed internazionali sarebbero perse. Senza un incremento delle capacità per gli animali da laboratorio, l'insegnamento e la ricerca (...) perderebbero importanza nel medio o nel lungo termine ».

Ma che catastrofico ! « Se non possiamo sperimentare più animali, perderemo le sovvenzioni » sembra annunciare l'università. Ma di chi si prende gioco ? Dei contribuenti che pagano la maggior parte delle sue ricerche ? Spendere milioni e sperimentare migliaia di animali supplementari unicamente per essere concorrenziali con le altre università sono i suoi unici obiettivi ? E' giunto il momento che si impegni nello sviluppo di metodi di ricerca moderni e realmente al servizio della salute pubblica. Ed è questo che contribuirà maggiormente alla sua rinomanza e competenza nel campo della salute umana.

Fondi pubblici stanziati dalla Confederazione

Per la sperimentazione Per i metodi sostitutivi
animale



Decine di migliaia di animali sono già ora sperimentati ogni anno dall'Università ! Non vogliamo che le nostre tasse finanzino ancor più sperimentazioni animali, i cui risultati sono nella maggior parte dei casi inutilizzabili per la salute umana.

I fondi pubblici devono servire a sviluppare nuovi metodi di ricerca innovativi, e non metodi obsoleti che causano soltanto paura e sofferenze negli animali.



Chi può firmare ?

Unicamente i/le cittadini/e di nazionalità svizzera, **domiciliati/e nel cantone di Berna** e che usufruiscono del diritto di voto in questo cantone.

Come firmare?

Sono valide esclusivamente le liste di firme manoscritte. Non sono accettate le liste firmate via scan o fax.

Importante : firma unicamente per comune politico

Una lista deve contenere soltanto firme di persone che abitano nello stesso comune. Se due persone abitano comuni diversi, occorrono due liste: una per comune.

Ogni firma sarà controllata dall'autorità cantonale

Le firme delle persone che non rispondono ai requisiti sopracitati sono rifiutate e sopprese.

Ogni rubrica che comporta il cognome, l'indirizzo, la data di nascita, ecc. deve essere rigorosamente esatta. Ad ogni iniziativa o referendum, circa il 20% delle firme sono invalidate. **Aiutateci a raccogliere firme valide compilando correttamente le liste di firme.**

Grazie per il vostro sostegno!

REFERENDUM gegen den fragwürdigen Luxusbau an der Murtenstrasse in Bern



Keine Tierversuche an der Universität Bern – Stoppt den 141 Mio Neubau

Die nachfolgend unterzeichnenden Stimmbürgerinnen und Stimmbürger des Kantons Bern verlangen, gestützt auf Art. 62 der Bernischen Kantonsverfassung und Art. 123 ff. des Kantonalen Gesetzes vom 5. Juni 2012 über die politischen Rechte, dass der Beschluss des Grossen Rates des Kantons Bern vom 20.01.2015 „Bern/Universität Institut für Rechtsmedizin (IRM) und Departement Klinische Forschung (DKF) Neubau Murtenstrasse 20-30, Baufeld B, 1. Etappe mehrjähriger Verpflichtungskredit für die Ausführung“ der Volksabstimmung unterbreitet wird.

Auf dieser Liste dürfen diejenigen Personen unterzeichnen, die in der jeweiligen politischen Gemeinde stimmberechtigt sind.

Bürgerinnen und Bürger, die das Begehr unterstützen, müssen es handschriftlich unterzeichnen. Wer mit einem anderen als seinem eigenen Namen unterzeichnet oder auf andere Weise das Ergebnis der Unterschriftensammlung fälscht, macht sich strafbar (Art. 282 StGB).

Beginn der Referendumsfrist: 11. Februar 2015;
Ablauf der Referendumsfrist (Unterschriften zur Beglaubigung bei der Gemeinde deponiert): 11. Mai 2015;
Abgabe der beglaubigten Unterschriften bei der Staatskanzlei: 10. Juni 2015.

Gemeinde:		Postleitzahl:	Ort:		
Nr.	Name, Vorname (handschriftlich, in Blockschrift)	Geburtsdatum (TT/MM/JJJJ):	Wohnadresse (Strasse und Hausnummer):	Eigenhändige Unterschrift:	Kontrolle (leer lassen)
1		/ /			
2		/ /			
3		/ /			

Die unterzeichnende Amtsperson (Stimmregisterführerin/-führer) bescheinigt hiermit, dass die vorstehenden (Anzahl) Unterzeichnerinnen und Unterzeichner zum Zeitpunkt des Eingangs des Unterschriftenbogens in der oben aufgeführten Gemeinde **stimmberechtigt** waren. Die zur Bescheinigung zuständige Amtsperson:

Ort: Unterschrift: Datum Eingang
Unterschriftenbogen:

Datum: Amtliche Eigenschaft:

Amtsstempel:

Die Liste ist vollständig oder teilweise ausgefüllt zurückzusenden **bis spätestens am 1. Mai 2015** an das **Referendumskomitee stopptierversucheborn.ch, Luternauweg 8, 3006 Bern**, das für die Stimmrechtsbescheinigung besorgt sein wird. Beim Komitee können weitere Unterschriftenbögen heruntergeladen oder bestellt werden. Spendenkonto: PC61-721376-1, Referendumskomitee «Stoppt den 141 Mio Neubau - Keine Tierversuche an der Uni Bern», IBAN CH11 0900 0000 6172 1376 1 www.stopptierversucheborn.ch | info@stopptierversucheborn.ch



Rapporto d'attività 2014 della Lega svizzera contro la vivisezione

Segreteria ed ufficio

Come nel 2013, Max Moret e Luc Fournier, Presidente e Vice presidente, hanno coordinato le azioni in corso ed il monitoraggio dei dossier. Tutto quanto riguarda la comunicazione della LSCV, come la redazione e l'impaginazione del giornale, edizione di volantini, pieghevoli, campagne pubblicitarie ed aggiornamenti del sito Internet, è effettuato dall'ufficio. Da quando è stato eletto in seno al comitato nel marzo 2014, Benjamin Frei è responsabile delle attività militanti della LSCV in Svizzera tedesca.

La nostra tesoriere Maja Schmid occupa anche il posto remunerato di segretaria per un tasso di attività del 100%. Perfettamente trilingue, con nozioni di italiano, può rispondere in francese, tedesco ed inglese alle domande e numerose chiamate, lettere, anche elettroniche, che riceviamo ogni giorno. Assicura la gestione amministrativa e la registrazione dei nuovi soci, i versamenti ed altre attività essenziali per il buon funzionamento della LSCV.

Migliaia di lettere ed e-mail sono trattate dall'ufficio ogni anno. Purtroppo può succedere che una e-mail sia automaticamente registrata come « spam » o rimanga senza risposta. In tal caso non esitate a ricontattarci. Facciamo tutto il possibile per rispondervi nei tempi più brevi !

Assunzione

L'ufficio ha proceduto all'assunzione del Dr André Ménaçche, veterinario, il 1° luglio con un tasso di attività del 30%. Prima residente nel Regno Unito, ora risiede a Ginevra. André lavorava già su



mandato per la LSCV dal 2012 in qualità di collaboratore scientifico, pur continuando a svolgere la sua attività militante presso altre organizzazioni. Era necessario avvalersi di un aiuto supplementare per via del crescente numero di dossier scientifici da esaminare e motivare.

Assemblea generale e Comitato

L'A.G della LSCV si è svolta il pomeriggio del 5 aprile. Il Comitato nazionale si è svolto il mattino dello stesso giorno e poi il 15 novembre. I principali punti discussi riguardavano il rinnovo dell'aiuto annuo concesso ai rifugi ed alle campagne di sterilizzazione, il finanziamento di nuovi metodi sostitutivi, il monitoraggio delle azioni in corso, l'organizzazione della campagna di affissione contro la pelliccia e le manifestazioni in Svizzera tedesca contro gli animali nei circhi ed il trasporto dei primati per la sperimentazione animale da parte di Air France-KLM.

Il 31 dicembre, il Comitato ha preso atto con tristezza delle dimissioni del Presidente per motivi di salute. Attualmente il Comitato è composto dai seguenti membri:

Vice presidente : Luc Fournier ; Tesoriere : Maja Schmid ; Segretaria del Comitato: Laurianne Parent ; Membri : Sylvie Benoît, Damiani Clerc, Paul Ecoffey, Benjamin Frei, Suzann Karagöz, Michèle Loisel.

Soci

La LSCV ha accolto 345 nuovi soci nel 2014 ai quali auguriamo il benvenuto ringraziandoli calorosamente per il loro coinvolgimento. Peraltro, 290 indirizzi di soci sono stati soppressi per via di un trasloco non comunicato. A par-

tire dal secondo rinvio del giornale dalla Posta a causa di un indirizzo introvabile, sopprimiamo l'indirizzo dal nostro schedario per evitare spese inutili. Pensate a comunicarci i vostri cambiamenti di indirizzo. E se non avete più nostre notizie per qualche tempo, forse è perché c'è qualcosa che non funziona a livello di recapito del giornale. Non esitate a contattare la segreteria per informarci.

Contabilità

Ogni anno i nostri conti sono verificati da una ditta commercialista e la LSCV usufruisce dell'esonero fiscale. Cogliamo l'occasione per ricordarvi che avete la possibilità, conformemente alla legge vigente nel vostro cantone, di detrarre dalla vostra dichiarazione fiscale tutti i doni (generalmente) superiori a Fr 100.-- fatti alla LSCV. Per conoscere le modalità detratte, basta che vi mettiate in contatto con la vostra amministrazione fiscale.

Finanze

L'importo complessivo dei doni è stato leggermente inferiore rispetto all'anno precedente ma i conti si chiudono con un eccedente di CHF 953'771,45. Questo è dovuto ad un importante legato ricevuto nel 2014. Ogni anno, si constata che sono soprattutto le successioni a sostenere finanziariamente la LSCV. Questa situazione ci consente di mantenere una quota minima di iscrizione ad un livello molto basso, poiché ammonta a soli CHF 15.-.

25 anni di presidenza: Grazie Max !

Dopo diversi decenni di militantismo in seno alla LSCV, associazione che ha presieduto ininterrottamente dal 1989, Max Moret ha dovuto ritirarsi dalla carica per motivi di salute, dando le dimissioni dal Comitato e dalla Presidenza della LSCV il 31 dicembre 2014.

Max ha accompagnato la LSCV durante i momenti chiave della sua esistenza. Organizzazione in un primo tempo cantonale, registrata dal 1883 sotto la denominazione di « Ligue genevoise contre la vivisection », la Lega si è trasformata in associazione nazionale estendendo le proprie attività all'insieme dei cantoni svizzeri nel 1978, dopo l'adozione del suo nuovo statuto da parte dell'assemblea generale. Quell'anno la Lega aderisce peraltro ai Princìpi della Dichiarazione universale dei diritti dell'animale, portando avanti le attività sotto la denominazione di *Lega svizzera contro la vivisezione e per i Diritti dell'animale* (LSCV).

Negli anni 1980, Max partecipa attivamente con la LSCV alle campagne di votazione contro la vivisezione. Le tre iniziative saranno respinte nelle votazioni popolari del 1985, 1992 e 1993. Ma la rivelazione al pubblico degli abusi e delle sofferenze inflitte agli animali nei laboratori inciterà il Parlamento federale a modificare la legge per permettere un miglioramento ed un'applicazione più rigorosa della legislazione.

Nel 1992, la LSCV deve lasciare gli uffici di Chêne-Bourg allo scadere del contratto d'affitto. Il Comitato nazionale riunito a Bienna approva l'acquisizione di un edificio sul comune di Thônex (GE). Max organizza nel 1993 il trasferimento della sede nei nuovi locali, tuttora occupati. Lo stesso anno l'assemblea generale tutela statutariamente la sede della LSCV subordinandone la vendita all'acquisto di un altro edificio per l'insediamento degli uffici della LSCV.

Se la LSCV porta avanti le sue azioni contro la sperimentazione animale, si impegna anche a sostenere i metodi di sostituzione degli animali. A partire dalla fine degli anni 1990, degli apparecchi che consentono di sostituire i maiali per la formazione dei chirurghi sono donati agli ospedali che ne fanno la richiesta. E' così che centinaia di maiali sono stati risparmiati. Sono stati peraltro stanziati fondi per sviluppare nuovi metodi di ricerca, con il risultato che migliaia di roditori sono stati sostituiti nelle università e nelle ditte farmaceutiche.



Negli ultimi anni, Max aveva progressivamente ridotto le proprie attività pur continuando a recarsi ogni mattina negli uffici della LSCV per sbrigare le faccende correnti. E' sempre rimasto un sostegno morale indefettibile e un prezioso consigliere.

Il 31 dicembre 2014 si è dimesso dal Comitato e dalla Presidenza, all'età di 81 anni per motivi di salute. Gli auguriamo di cuore una pronta guarigione ringraziandolo per tutti questi anni dedicati alla LSCV, alla lotta contro la sperimentazione animale, e per il suo impegno in favore di una migliore protezione degli animali.

Il Comitato



ECEAE



Coalizione europea per la fine della sperimentazione animale

Maja Schmid ha rappresentato la LSCV alle due riunioni annuali dell'ECEAE svoltesi a Roma dal 19 al 21 marzo ed a Londra dal 5 al 7 novembre.



Le tematiche trattate riguardavano le azioni di lobbying, l'evoluzione globalmente favorevole della situazione in Asia per quanto riguarda i test sugli animali per i prodotti cosmetici, con un allenamento dell'obbligo cinese di svolgere test ed il progetto di divieto dei test da parte del Vietnam; il lavoro di opposizione ai test sugli animali condotto nell'ambito di Reach che ha già consentito di salvare 18'000 animali; e le azioni contro i trasporti di scimmie per la sperimentazione animale a partire da Mauritius. Le azioni contro il Botox cominciano a dare frutti. Dopo Allergan, primo fabbricante ad aver sostituito i test sugli animali, i suoi concorrenti MERZ e IPSEN hanno a loro volta depositato un dossier di convalida di un metodo di sostituzione in vitro.



Alla fine del 2014, l'ECEAE raggruppava 20 organizzazioni, provenienti da 18 paesi europei. Oltre all'interesse di unire le nostre forze per far sentire la nostra voce, le sedute dell'ECEAE offrono l'occasione di creare legami gratificanti tra le nostre organizzazioni. I dissensi e la concorrenza tra le organizzazioni di protezione degli animali sono spesso la regola, ed il fatto di riuscire a federare 20 organizzazioni che perseguitano obiettivi comuni è molto incoraggiante.

Commissioni

L'attività nazionale della LSCV ci offre la possibilità di proporre candidati per certe commissioni non solo federali ma anche cantonali, segnatamente a Ginevra, dove la LSCV ha sede.

Dal 2002 Luc Fournier rappresenta la LSCV in seno alla Commissione di controllo della sperimentazione animale del cantone di Ginevra. Daniel Favre rappresenta la LSCV dal 2009 in seno alla commissione del canton Vaud.

Nel giugno 2014, André Ménache ha finalmente potuto entrare a far parte della commissione ginevrina in qualità di secondo rappresentante della LSCV. In un primo tempo, essendo l'università ginevrina andata a piagnucolare dal Consiglio di Stato per opporsi alla sua candidatura, la sua nomina era stata rifiutata. La LSCV ha nuovamente presentato la sua candidatura e dopo qualche discussione e presa di posizione, il Consigliere di Stato Mauro Poggia incaricato del Dicastero competente, ha finalmente fatto nominare André.

Luc ha inoltre partecipato, il 10 aprile, a Berna, e André l'8 ottobre a Zurigo, alle riunioni del KTT (Konferenz der Tierschutzdelegierten der kantonalen Tierversuchskommissionen) che raggruppa i membri attivi nella protezione degli animali e facenti parte delle commissioni dei cantoni di Basilea, Zurigo, Berna, Vaud, Ginevra e Friborgo. Queste riunioni offrono l'opportunità di discutere di dossier o di problemi riscontrati in seno alle commissioni cantonali, dove i rappresentanti della protezione degli animali sono sempre minoritari. Sono inoltre un'occasione per stabilire contatti tra membri di associazioni provenienti da tutta la Svizzera.

Dopo 8 anni di mandati, Luc ha posto termine, a fine giugno, alla sua attività in seno alla Commissione ginevrina per la diversità biologica ed in seno alla Commissione della Fauna, incaricata di far applicare il divieto di caccia in vigore nel cantone dal 1974. Sospensione di attività di breve durata in quanto, in seguito all'elezione del nuovo Consigliere di Stato Luc Barthassat incaricato dell'ambiente, si contemplava l'eventualità del ritorno dei cacciatori nel cantone. La LSCV e le principali organizzazioni di protezione degli animali del cantone hanno fatto fronte comune contro il progetto in novembre. Luc ha partecipato, insieme alla Presidente di SOS Chats Valérie Dérivaz, ad un primo incontro l'11 dicembre con il Dipartimento. Altre discussioni avranno luogo nel 2015.



Ufficio federale della sicurezza alimentare e di veterinaria (USAV)

Vi sono stati diversi scambi con l'USAV, l'Alta autorità federale in materia di attuazione della legislazione sulla protezione degli animali. Eccene alcuni:

Assenza di controllo sui commercianti di prodotti di pellicceria



In seguito all'entrata in vigore il 1° marzo della nuova ordinanza federale che obbliga gli operatori di questo settore ad indicare sulle etichette dei loro prodotti, la specie animale, la provenienza ed il modo di uccisione, la LSCV aveva criticato la carenza di mezzi stanziati dall'USAV per i controlli. Il primo rapporto pubblicato in ottobre da questa amministrazione ne confermava l'inefficacia, con 48 controlli effettuati allorchè ne erano previsti 600! Interrogato dalla LSCV, l'USAV pensa di poter fare meglio a fine 2015...

Mucche « oblò »



In seguito alla diffusione, il 6 febbraio, di un reportage della televisione svizzera romanda ed a diversi contatti con giornalisti, la LSCV ha contestato gli esperimenti svolti su mucche « oblò » della stazione federale di allevamento Agroscope a Friburgo. Questo oblò consente di infilare il braccio nell'animale per prelevare, in uno dei suoi stomachi, dei campioni di bolo alimentare. Risposta dell'USAV : dato che gli esperimenti sono già stati autorizzati, il dossier è chiuso. Per quanto riguarda la LSCV il dossier è tuttora in corso.

Consultazione sulla nuova ordinanza federale in materia di allevamento

La LSCV ha consegnato in luglio la propria presa di posizione relativamente al progetto di nuova ordinanza messo in consultazione dal Dipartimento federale dell'interno dal 28 aprile al 28 luglio.

Sostegno ai metodi sostitutivi



Progetti

Tra i progetti sostenuti dalla LSCV, lo sviluppo di un modello tridimensionale in vitro di cellule umane è in corso di finalizzazione. Questo modello consentirà in particolare di verificare l'efficacia e la tossicità di nuove terapie contro il cancro al polmone. Malgrado oltre 30 anni di ricerca sugli animali, nessun trattamento efficace consente oggi di lottare contro questa malattia, responsabile ogni anno di oltre un milione di decessi.

Questo modello, proveniente al 100% da cellule tumorali umane consente di ottenere informazioni rappresentative dei pazienti. In dicembre, i dati scientifici relativi al modello sono stati sottoposti ad un primo esame per una pubblicazione scientifica.

InterNiche

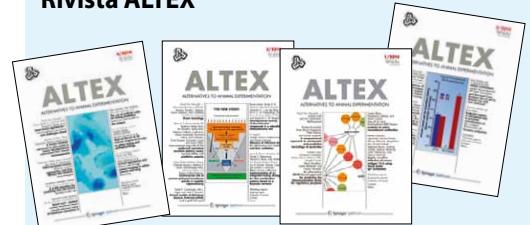
La LSCV ha rinnovato il proprio sostegno finanziario nel 2014 alle reti internazionali InterNICHE, impegnata nella sostituzione degli animali nell'insegnamento.

Il rapporto di attività di InterNiche connesso al finanziamento della LSCV sarà pubblicato sul prossimo giornale.

Cattedra di docenza dei metodi alternativi dell'Università di Ginevra

Alfine di consentirne l'istituzione nel 2009, la LSCV si era impegnata a partecipare al finanziamento di questa cattedra per cinque anni. Il contratto è giunto a termine nel marzo 2014, sicché sembrava normale che l'università subentrasse nel finanziamento. In realtà, no. All'università non importa nulla di sostituire gli animali per la ricerca, sicché ha semplicemente soppresso questa cattedra.

Rivista ALTEX



Principale rivista scientifica in materia di metodi sostitutivi, è pubblicata in inglese e tedesco e distribuita in tutto il mondo tramite abbonamento, in versione cartacea o elettronica. Daniel Favre è membro del suo Comitato direttivo fin dalla creazione di ALTEX Edition alla fine del 2006.

Francia – Utilizzazione di animali per la formazione



Il 22 ottobre si è svolto un incontro negli uffici della LSCV tra diversi membri del comitato, Marie Berger dell'associazione Oïkos Kaï Bios e Nick Jukes d'InterNiche, con l'obiettivo di fare il punto sui nuovi metodi di sostituzione in ambito educativo. Nel 2011 la LSCV ha avviato una collaborazione con Oïkos Kaï Bios per apportare soluzioni alternative nelle scuole secondarie della Savoia. Purtroppo è difficile convincere le direzioni delle scuole a por fine alle dissezioni.

Aiuto agli studenti

La Lega ha ricevuto nei suoi uffici diversi studenti che svolgono un lavoro sulla tematica della sperimentazione animale. Ha peraltro risposto a diverse domande e questionari trasmessi da studenti o giovani in formazione.

Varie azioni

Friburgo – Denuncia penale della LSCV contro le autorità friburghesi e Librairie-café « Happy Books »

La querela e la denuncia penale della LSCV contro il servizio veterinario friburghese (SCAV) sono state respinte dal Procuratore generale il 12 marzo e successivamente dal Tribunale cantonale il 30 aprile. Queste decisioni pietose stanno a dimostrare che in materia di applicazione del diritto, le amministrazioni lasiste o disoneste hanno ancora dei bei giorni davanti a sé. Malgrado tutto non rimpiangiamo di aver lanciato questa procedura. Non fare niente e rassegnarsi quando si assiste ad abusi di diritto è semplicemente inconcepibile.

Il 28 marzo, la commissione delle petizioni del Gran Consiglio decideva di archiviare la nostra petizione « Per un vero controllo della sperimentazione animale a Friburgo ». Questa decisione molto attesa ci incoraggia a continuare a portare avanti le nostre attività in questo cantone dove rimane ancora molto da fare.

L'apertura in aprile della nostra biblioteca di prestito di libri nel centro di Friburgo aveva lo scopo di contribuire ad una migliore informazione pubblica in relazione con la protezione degli animali. In settembre, quando l'inquilino del locale accanto alla nostra biblioteca se ne è andato, abbiamo potuto concretizzare il progetto di estendere la superficie. Abbiamo depositato una domanda di patente per servire bibite e piatti vegan. Il locale è stato sistemato in modo da diventare uno spazio di incontro e condivisione sulla tematica del diritto degli animali, della salute e della cucina vegetalista. Il contratto di affitto è stato interamente ripreso il 1° novembre e ha dato la luce alla libreria-caffè « Happy Book ». Sono stati stabiliti contatti e conti presso diversi diffusori e case editrici per la distribuzione delle loro opere, tra cui le splendide opere della « Collection V »



di L'Age d'Homme. A fine 2014, le procedure amministrative per la parte caffè non erano ancora completamente ultimate. Inaugurazione prevista: inizio 2015

Zurigo – Azioni contro gli esperimenti sui primati

In settembre in seguito all'annuncio nei media di nuovi esperimenti sui primati presso l'Università e la Scuola politecnica federale di Zurigo, Benjamin Frei ha organizzato diverse azioni e manifestazioni all'entrata dell'Università insieme alle organizzazioni AG STG e Aktionsgemeinschaft für Tier, Mensch und Umwelt (AGMTU). E' stata lanciata una petizione on-line « Stop agli esperimenti sui primati ! » in collaborazione con le organizzazioni antivivisezioniste ATRA e AG STG (raccolta delle firme fino al 15 ottobre 2015). Sono state peraltro organizzate azioni di invio di e-mail di protesta all'università



bit.ly/AffenversucheStop



ed ai ricercatori. In seguito alle manifestazioni Benjamin ha incontrato il decano della facoltà e il servizio comunicazione dell'Università il 21 settembre. Maja Schmid e due membri dell'AG STG hanno partecipato ad un secondo incontro il 14 novembre.

E' stato intrapreso un lavoro di lobbying presso politici zurighesi alfine di incitarli a rifiutare gli esperimenti sui primati ed ottenere un sostegno in vista delle prossime azioni.



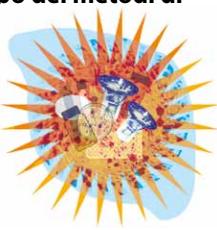
Neuchâtel – Azioni per un controllo della sperimentazione animale

Da diversi anni, l'autorità incaricata in questo cantone della vigilanza sulla sperimentazione animale, il Servizio del consumo e di veterinaria (SCAV), si oppone a che i controlli degli esperimenti svolti a Neuchâtel siano effettuati dalla commissione vodese, in cui la LSCV ha un rappresentante. Non solo l'atteggiamento dello SCAV è contrario al diritto federale, ma per di più è emerso che questo servizio non effettua nemmeno il numero minimo di con-

trolli imposti dalla legislazione. La LSCV ha interpellato il Consigliere di Stato Laurent Favre incaricato di questo settore. Lo scambio di corrispondenza inizialmente poco convincente è finalmente sfociato nella garanzia della partecipazione della commissione vodese ai controlli. Se così non fosse, la LSCV denuncerà penalmente l'autorità competente.

Ginevra - Azioni contro la sperimentazione animale e per lo sviluppo dei metodi di sostituzione

In seguito alla campagna portata avanti alla fine del 2013 contro le future sperimentazioni previste sul Campus Biotech, le azioni di lobbying sono proseguiti i mesi seguenti. André Ménache ha partecipato al dibattito pubblico « Sperimentazione nella ricerca : Modelli animali o metodi alternativi ? » organizzato il 30 aprile da studenti dell'università di Ginevra in un auditorio completo. Nello stesso



momento alcuni deputati del Gran Consiglio ginevrino depositavano una mozione intitolata « Università di Ginevra: un sostegno necessario allo sviluppo di metodi alternativi alla sperimentazione animale ». Invitato dal quotidiano Tribune de Genève, Daniel Favre ha partecipato ad un secondo dibattito pubblico il 19 giugno.

Il 2 luglio, la LSCV ha depositato le 5'105 firme della petizione sul Campus Biotech ed il 29 settembre, Luc Fournier è stato sentito dalla commissione delle petizioni del Gran Consiglio ginevrino per spiegare la posizione della LSCV.



Azione contro gli animali nei circhi

Tra aprile e dicembre, la LSCV ha preso parte a 95 manifestazioni davanti ai circhi Knie, Nock e Royal nei cantoni di Basilea, Argovia, Berna, Lucerna e Soletta. 13 manifestazioni si sono



svolte tra il 26 dicembre e l'11 gennaio 2015 in Germania a Lörrach, nei pressi di Basilea, davanti al circo Montana. Benjamin Frei ha organizzato le manifestazioni per la LSCV. Diverse sono state coorganizzate insieme alle organizzazioni Tierrechtsgruppe Basel (TRB BS), Tier-im-fokus (TiF) e AGTMU.

Azione contro la pelliccia

La LSCV si è impegnata nel 2014 insieme alla Fondazione Pro Tier nella diffusione dello spot « Stop alla pelliccia ! No alla sofferenza per la moda » nei cinema di Zurigo, Ginevra e Friburgo e sulla televisione svizzera tedesca tra ottobre e novembre. E' stato stampato un nuovo volantino in francese e tedesco e sono stati tenuti stand d'informazione contro la pelliccia principalmente a Lucerna, Ginevra e Bienna.



Azione contro il trasporto dalla Air France-KLM di primati per la sperimentazione

La LSCV si è unita alla campagna « Stop Vivisection » contro Air France-KLM. Sono regolarmente organizzate manifestazioni negli aeroporti o davanti alle agenzie Air France un po' ovunque in Europa. Benjamin Frei ha organizzato 8 manifestazioni nell'aeroporto di Bâle-Mulhouse insieme a TRB BS ed un'altra nell'aeroporto di Zurigo insieme al Tierrechtsgruppe Zürich (TRB ZH). Ad ogni raduno hanno partecipato decine di manifestanti, contribuendo in tal modo al successo delle manifestazioni.



Altri stand e manifestazioni

E' stato peraltro organizzato un viaggio di militanti, in collaborazione con l'AG STG, a Tübingen, in Germania, per partecipare ad una manifestazione contro gli esperimenti effettuati su primati dall'istituto Max Planck. Sono stati organizzati stand a Basilea e Ginevra in occasione della giornata mondiale contro la sperimentazione animale del 24 aprile.





Alimenti per cani e gatti non testati sugli animali

All'inizio dell'anno, Céline che era incaricata di questo settore, ha dovuto purtroppo por termine a questa attività per motivi professionali. Il progetto, lanciato in aprile, di distribuzione di alimenti non testati è stato sospeso per mancanza di disponibilità. Michèle Perroud ha potuto riprendere questo settore in novembre e grazie al suo lavoro, l'elenco è stato aggiornato, con l'aggiunta di diverse marche. Anche il progetto di distribuzione sarà riattivato.

Informazioni sui prodotti non testati possono essere ottenute presso l'ufficio della LSCV o via mail all'indirizzo:
petfood@lscv.ch



Giornale LSCV e annunci

Come ogni anno i nostri soci sono stati informati delle azioni in corso tramite le quattro edizioni annue del nostro giornale.

Sono stati pubblicati diversi annunci in inserti di giornali come *l'Hebdo*, *Le Temps*, *le Courrier* e *l'Agefi*. Abbiamo peraltro usufruito di tariffe preferenziali per pubblicare annunci contro la sperimentazione animale o la pelliccia sulle riviste *Elle* e *Paris Match*.

E' stata inoltre portata avanti una campagna di affisione contro la pelliccia in formato F12 nelle stazioni della BLS dal 14 novembre 2014 al 15 gennaio 2015.

Sito Internet www.lscv.ch

Il sito internet ha registrato la visita di 500 internauti in media al giorno, ossia 100 in più rispetto al 2013, per un totale di 180'000 visite nel 2014. Le pagine più consultate riguardano gli alimenti per animali domestici ed i prodotti cosmetici non testati sugli animali.

Facebook - Twitter

Il conto Twitter in tedesco e le nostre due pagine Facebook in francese e tedesco sono ben seguiti. Ci consentono di informare rapidamente su nuovi eventi, stand o informative sulla protezione degli animali.

Newsletter - lettere di informazioni

Sono state inviate diverse Newsletter a dipendenza dell'attualità dei cantoni. E' possibile iscriversi tramite un formulario di contatto sul nostro sito internet.

Mailing delle nostre cartoline

Come ogni anno abbiamo proceduto a tre invii di cartoline, per far conoscere le attività della LSCV, 70'000 copie in febbraio e 30'000 in giugno e settembre.



Aiuto ai rifugi e campagna di castrazione

La Lega sostiene ogni anno una ventina di rifugi o centri di cura per animali e finanza campagne di castrazione e sterilizzazione di gatti randagi. Nel 2014, l'importo complessivo dedicato a queste azioni è stato di CHF 102'825.56 di cui CHF 42'575.56 per le campagne di castrazione e la presa in carico delle spese veterinarie.



Tutti questi aiuti vengono elargiti previo esame di ogni singolo caso ed approvazione da parte della maggioranza dei membri del Comitato nazionale. La maggior parte degli aiuti sono concessi a rifugi conosciuti da lunga data. Da diversi anni Suzann Karagöz si occupa anche della campagna di sterilizzazione e castrazione di gatti randagi del cantone di Ginevra. Gli animali sono castrati e marcati all'orecchio prima di essere nuovamente immessi nel luogo in cui sono stati catturati, e poi regolarmente nutriti. Mantenendo stabile la popolazione di gatti selvatici in una determinata area, si cerca di evitarne la proliferazione ed in ultima analisi l'eutanasia o l'uccisione, come praticato in numerosi cantoni da guardiacaccia o cacciatori privati. Oltre a Ginevra, gli aiuti concessi dalla Lega per le campagne di sterilizzazione riguardano principalmente i cantoni di Neuchâtel, Ticino e Vallese. Da numerosi anni, la LSCV non concede più fondi all'estero per sostenere rifugi o campagne di sterilizzazione e castrazione per via della difficoltà di seguire da vicino i progetti e controllare l'utilizzazione degli aiuti.

Conclusioni

E' trascorso un altro anno ed ancora una volta grazie al vostro sostegno, abbiamo potuto organizzare numerose azioni. Vi ringraziamo di cuore per il vostro sostegno indefettibile! Il funzionamento della LSCV dipende dall'impegno di ciascuno dei nostri 10'000 soci. Non esitate ad unirvi a noi ed a coinvolgervi più attivamente al nostro fianco. I nostri calorosi ringraziamenti a tutte e tutti.

Luc Fournier, Vice presidente

**Perchè vegan ?**

Il veganismo riduce la sofferenza animale, è sano ed ecologico. Uccidere animali per nutrirsi non è eticamente difendibile. Esistono numerose alternative vegetali.

Perchè no alla carne ?

Non esiste un abbattimento « umano ». Uccidendo un animale per il nostro consumo personale, lo priviamo di quello che possiede di più prezioso : la vita.

Perchè no al latte ?

Per produrre latte, una mucca deve dare la luce ad un vitellino. Perchè l'uomo possa approfittare del latte, il vitellino è strappato via dalla madre poco dopo la nascita. Poi viene ingassato ed ucciso. Le mucche da latte sono inseminate artificialmente per figliare ogni anno e produrre continuamente latte.

**Perchè no alle uova ?**

Siccome i galli non fanno le uova, i pulcini maschi sono asfissiati o stritolati vivi dopo la nascita.

Come ?

Tutte le informazioni per un modo di vita vegan :
govegan.ch

3'000 beagle definitivamente salvati dalla morte nei laboratori europei

28 aprile 2012 - Un'enorme mobilitazione aveva riunito oltre 1000 manifestanti davanti all'allevamento di beagle Green Hill a Montichiari, nel nord Italia. Malgrado la presenza della polizia, diversi militanti erano riusciti ad entrare nel canile ed a liberare una fattrice ed una trentina di cuccioli, issandoli al di sopra dei cancelli.



Il mese successivo la polizia aveva proceduto all'arresto di 12 militanti e recuperato 7 cuccioli. Green Hill, chiamata per venire a recuperarli, aveva rifiutato sostenendo che non erano più buoni per la vendita, e reclamando 250'000 euro di risarcimenti. I militanti comunicano quanto hanno osservato all'interno del canile. Numerosi cadaveri di cani sono stati rinvenuti in congelatori. La polizia apre un'inchiesta su Green Hill.

18 luglio 2012 – L'allevamento è messo sotto sequestro per infrazioni alla normativa in materia di condizioni di custodia e cure agli animali. 100 cadaveri di cuccioli sono stati rinvenuti in congelatori. Non soddisfacendo più i requisiti per la vendita ai laboratori, per esempio perchè affetti da dermatite, sono stati eliminati. Altri 400 cani non erano identificati da una chip elettronica, eppure obbligatoria per garantire il monitoraggio della vendita degli animali. Stando ai dipendenti della Green Hill, questi animali sono venduti discretamente a laboratori per eseguire esperimenti vietati in Italia.

Tre dirigenti della Green Hill sono rinvolti a giudizio dal Procuratore generale di Brescia. I beagle dell'allevamento sono provvisoriamente affidati alle associazioni LAV (Lega Anti Vivisezione) e Legambiente (tutela dell'ambiente). Una parte dei cani hanno avuto le corde vocali sezionate.

I tre dirigenti della Green Hill condannati dal Tribunale di Brescia

23 gennaio 2015 – Uno dei co-gestori della Green Hill ed il veterinario dell'allevamento sono condannati dal Tribunale di Brescia a 18 mesi, il direttore a 12 mesi, e ad una sospensione dalle attività per due anni. I condannati sono accusati tra l'altro di : uccisioni crudeli, assenza di cure o cure inadeguate, cattive condizioni di custodia, ecc. La sentenza ha peraltro rivelato lo svolgimento ridicolo dei controlli ufficiali effettuati in questo allevamento, che era avvertito anticipatamente dell'imminenza delle visite. In fin dei conti, i 3'000 beagle della Green Hill sono stati definitivamente sequestrati ed affidati a famiglie di accoglienza.

Green Hill non potrà più aprire in Italia. Un decreto di legge italiano approvato nel marzo 2014 vieta definitivamente l'allevamento di cani, gatti e primati per la sperimentazione animale.

Il risultato del caso Green Hill segna anche la conclusione di una mobilitazione che ha dato luogo a numerose manifestazioni, petizioni e tante altre azioni che talvolta ci possono sembrare vane o inutili.

Mobilitarci non è mai inutile !

Bravo alle associazioni Lega Anti Vivisezione e Legambiente per le loro campagne.

NO all'apertura ed all'estensione di un allevamento di 1600 primati vicino a Strasburgo!

Petizione Pro Anima - NO all'estensione del centro di primatologia di Strasburgo. NO alla detenzione di 1600 scimmie. Sì alla sua chiusura !



Creato nel 1978, sotto la denominazione di Centro di Primatologia (CdP) di Strasburgo, oggi gestito dalla piattaforma Silabe, si tratta di uno dei principali centri di detenzione di primati in Europa.

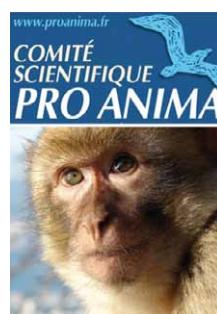
Tra 600 e 800 scimmie di una dozzina di specie diverse vi sono detenute. Gli animali più fortunati vivono in gruppi in parchi esterni e servono allo studio del comportamento per team di biologi ed etologi provenienti da tutto il mondo. Per gli altri, sono previste gabbiette con piccole corti esterne che fungono da luogo di vita. Ed una destinazione meno invidiabile: i laboratori di sperimentazione di ditte come Hoffmann La Roche, Servier, Covance o Novartis e la sua divisione Sandoz.

Nel 1997, il Ministro della Pubblica Istruzione e della Ricerca Claude Allègre aveva rifiutato un primo progetto del direttore del CdP per la costruzione di un secondo centro a Holtzheim, nel Bas-Rhin. Il Ministro affermava di voler incoraggiare lo sviluppo di metodi alternativi in vitro.

Cambiamento di politica nel 2013. La direzione dipartimentale della protezione delle popolazioni (DDPP) dava un preavviso favorevole il 25 ottobre per le nuove costruzioni nelle Douves du Fort. In particolare un edificio « di riserva » di primati di una capienza di 500 posti ripartiti in unità ed un edificio di quarantena composto da 5 locali con 18 box ciascuno. Vi sarà peraltro detenuta anche una nuova specie di primati della famiglia dei callitricidi. Per questi motivi, la DDPP chiedeva che venisse inoltrata una nuova richiesta di autorizzazione di apertura.

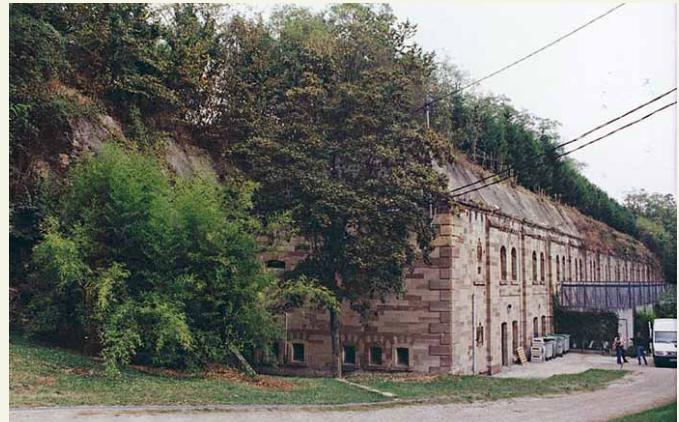
L'autorizzazione sarà rilasciata nel luglio 2014 dalla prefettura del Bas-Rhin. Da allora, si va organizzando la contestazione per impedire il proseguimento delle attività del CdP. Con un messaggio chiaro: le centinaia di milioni di euro stanziati per la ricerca biomedica sui primati hanno apportato risultati molto scarsi per la salute umana. Tra gli esperimenti costosi ed inutili, benché lo scimpanzé sia naturalmente immunizzato contro l'HIV, i ricercatori hanno moltiplicato gli studi su questo animale. Sugli 85 vaccini contro l'Aids testati con successo sui primati, nessuno ha funzionato sull'essere umano. Vogliamo che i milioni previsti per l'estensione del CdP siano devoluti allo sviluppo di nuovi metodi di ricerca, etici e pertinenti per la salute pubblica.

Grazie di diffondere e segnalare la petizione on-line lanciata da Pro Anima - www.lscv.ch



A proposito del CdP

Nel 1978, il ricercatore Nicolas Herrenschmidt fondava a Niederhausbergen vicino a Strasburgo, il Centro di primatologia (CdP) dell'università Louis Pasteur. Installato nella cinta di una vecchia fortificazione, il Fort Foch, il centro occupa un terreno di 12 ettari.



All'epoca, sono stati spesi 15 milioni di franchi per l'acquisto di centinaia di riproduttori. Lemuri del Madagascar, babbuini dell'Africa del Nord, primati dell'America del Sud come la scimmia scoiattolo, il tamarino e l'uistiti. Ma anche primati dell'Asia e dell'Isola Mauritius, animali di scelta per i laboratori, anche in Svizzera. Tra questi, i macachi rhesus (*Macaca mulatta*) e i macachi mangia granchi (*Macaca fascicularis*) che sono sperimentati dalla farma basilese e dalle università e ETH di Zurigo e di Friborgo.

Fin dalla sua creazione, il CdP garantiva¹ che « *in caso di cooperazione con istituti di ricerca biomedica* » ciò si svolgeva « *a condizioni molto precise* », sancite nello statuto del CdP « *che vietano qualsiasi atto che possa causare un disturbo o un dolore per l'animale o che ne metta in pericolo la vita* ». Bella ipocrisia di questo centro che fin dalla sua creazione trae un'importante fonte di redditi dalla vendita dei suoi animali ai laboratori farmaceutici o universitari, per ricerche su malattie infettive o neurodegenerative lunghe e dolorose.

Dal 2013, il centro non fa più mistero del suo desiderio di svolgere interventi invasivi sui suoi animali per rifornire i suoi clienti in « *fluidi e tessuti biologici* » freschi o congelati. Ambisce peraltro a sviluppare una « *nuova piattaforma tecnica che abbini test terapeutici, misurazioni cognitive e la diagnostica per immagini del cervello a destinazione delle ditte farmaceutiche* »².

Oggi il centro, chiamato anche Stazione di primatologia, è gestito dalla Piattaforma Silabe (Simian Laboratory Europe) dell'associazione Adueis (associazione per lo sviluppo delle relazioni università-imprese nelle industrie della salute). Fa parte del consorzio EUPRIM-Net II che raggruppa nove centri di primatologia europei³.

1) http://lscv.ch/images/actions/petitions/2015/cdp_pro_anima_2007_plaquecentre_primatologie_Strasbourg.pdf

2) <http://www.celpedia.eu/fr/centers/primatologie-rousset#>

3) <http://www.euprim-net.eu/>



Dissezioni di rane e topi finalmente vietate in Francia nelle scuole secondarie

Malgrado un decreto del 1° febbraio 2013 che vieta le dissezioni di topi e rane nelle scuole secondarie, molti istituti continuano ad imporre ai loro allievi durante i corsi di Scienza e Vita della Terra (SVT).

Invitato ad esprimersi in merito, il ministero della pubblica istruzione ha rinviato una circolare ai presidi il 28 novembre 2014, richiamando il divieto sancito dall'articolo R. 214-87 del Codice rurale e della pesca marittima.

Tale divieto riguarda i vertebrati « *allevati affinchè i loro organi o tessuti possano essere utilizzati a fini scientifici* ». Le dissezioni su prodotti animali provenienti da mattatoi rimangono autorizzate.

Si tratta dunque di una prima vittoria. Grazie alle organizzazioni francesi, tra cui Oïkos Kaï Bios, che si mobilitano su questa tematica già da diversi anni, tramite l'invio di numerose lettere e diversi colloqui telefonici con gli istituti interessati.



Mednat EXPO

Le salon des médecines naturelles et du bien-être
EXPO BEAULIEU LAUSANNE
DU 26 AU 29 MARS 2015

STAND LSCV -
Ligue suisse contre la vivisection et pour les droits de l'animal
SALLE DU FESTIVAL DU FILM VERT - ESPACE AGROBIORAMA
Conférence //// Dr Laurence Froidevaux
SAMEDI 28 MARS 13h00 Les Avantages d'une alimentation végétalienne

La LSCV sarà presente al salone per le medicine naturali MEDNAT, presso il centro Beaulieu di Losanna da giovedì 26 a domenica 29 marzo 2015

Venite a trovarci numerosi sul nostro stand nell'Espace Agrobiorama della Halle 7. In questa occasione, una grande scelta di libri della librerie LSCV « Happy Books » sarà disponibile sul nostro stand. Vi troverete i magnifici libri della « Collection V » e numerosi libri sul diritto degli animali, la salute, l'alimentazione ed i cosmetici naturali.

Sulla tematica dell'alimentazione e della salute, la Dott.ssa Laurence Froidevaux ha accettato di dare una conferenza su « I vantaggi di un'alimentazione vegetaliana ». La ringraziamo di cuore per la sua disponibilità ed il suo coinvolgimento !

Riservate questa data e venite numerosi ad assistere alla conferenza : sabato 28 marzo, alle ore 13.00, nella sala del Festival del Film verde, Espace Agrobiorama.



Breve presentazione di Laurence Froidevaux, che alcuni già conoscono grazie al giornale VegInfo dell'associazione svizzera per il vegetarismo Swissveg ed al suo blog « Plantastique ». Chiropratica, Laurence Froidevaux da sempre è appassionata di salute e ne ha fatto la sua professione. Dopo qualche anno di pratica, si è resa conto che la salute fisica ha due risvolti principali che ciascuno di noi può controllare: l'attività fisica e l'alimentazione. Per completare le sue competenze, ha dunque iniziato a specializzarsi in nutrizione, e constatando la mole di studi indipendenti che tendono verso una salute ottimale attraverso l'alimentazione vegetale, ha naturalmente imboccato questa strada formandosi presso esperti di calibro internazionale tra cui i Dr Campbell, Dr McDougall e Dr Popper. Consapevole peraltro dell'aspetto olistico della salute, le è parso evidente che la salute ideale è assolutamente incompatibile con il maltrattamento di esseri viventi e sensibili, o con la distruzione del pianeta.

<http://www.plantastique.com/>

Inviti gratuiti per MEDNAT

La LSCV dispone di 20 entrate gratuite che saremo felici di far pervenire ai soci della LSCV che ne fanno richiesta, fino ad esaurimento dell'stock ! Contattate Maja allo 022 349 73 37 oppure admin@lscv.ch



Zurigo - 25 aprile 2015 Grande raduno contro la sperimentazione animale

Ogni anno centinaia di migliaia di animali sono utilizzati in Svizzera per la sperimentazione animale.

E tutto questo per una ricerca che non apporta quasi niente agli umani. Oltre il 90% dei risultati non sono trasponibili all'uomo.

Esigiamo che la ricerca medica si orienti verso una scienza innovativa e rivolta verso il futuro, rinunciando all'utilizzazione degli animali.

Per una scienza senza sperimentazione animale.

Venite numerosi e date voce agli animali !

Infos : www.zugetive

INVITATION - EINLADUNG - INVITO

Assemblée générale annuelle

Samedi 18 avril 2015 à 14h00

Librairie LSCV Happy Books
Rue Hans-Geiler 2 - 1700 Fribourg

Ordre du jour

1. Lecture du procès-verbal de la dernière assemblée
2. Rapport 2014
3. Rapport de la trésorière et des vérificateurs aux comptes
4. Discussion et vote des deux précédents rapports
5. Election statutaire du Président
6. Admissions/Démissions
7. Divers

Cette invitation tient lieu de convocation

Un contrôle des membres sera effectué à l'entrée.
Présentation de la première page du journal avec votre nom et numéro de membre obligatoire.

Jährliche Generalversammlung

Samstag, 18. April 2015 um 14.00 Uhr

Librairie LSCV Happy Books
Rue Hans-Geiler 2 - 1700 Fribourg

Traktanden

1. Vorlesung des Protokolls der letzten Generalversammlung
2. Bericht 2014
3. Bericht der Kassiererin und der Rechnungsprüferinnen
4. Diskussion und Abstimmung betreffend der beiden Berichte
5. Statutarische Wahl des Präsidenten
6. Aufnahmen/Austritte
7. Verschiedenes

Diese Einladung gilt als offiziell

Weisen Sie sich am Eingang als Mitglied aus, indem Sie die erste Seite dieser Zeitung, wo Ihr Name und Ihre Mitgliedernummer stehen, vorzeigen.

Assemblea generale annua

Sabato 18 aprile 2015 alle ore 14.00

Librairie LSCV Happy Books
Rue Hans-Geiler 2 - 1700 Fribourg

Ordine del giorno

1. Lettura del verbale dell'ultima assemblea
2. Rapporto 2014
3. Rapporto della tesoriere e dei revisori dei conti
4. Discussione e voto sui due rapporti precitati
5. Elezione del Presidente
6. Ammissioni/Dimissioni
7. Varie

Come convocazione

Si procederà ad un controllo dei soci all'entrata.
Presentazione obbligatoria della prima pagina del giornale con il vostro nome e numero di socio.

